# LES S. R.

==ET=

## Vandervelde



PRIX: 0 fr. 50

### PROCÈS DES S. R.

STÉNOGRAPHIE DU DISCOURS DE SADOUL

(Audience du 2 Août 1922)

#### AUX CAMARADES JUGES DU TRIBUNAL SUPRÊME

Camarades,

Je n'ai pas la charge d'accuser des individus. Je ne songe pas davantage à présenter selon la formule traditionnelle la défense de Sémionov et de Stavskaia.

Devant le Tribunal suprême de la République des Soviets, organe de la dictature prolétarienne, étroitement lié avec les masses combattant pour le pouvoir, un contre-révolutionnaire avéré ne saurait trouver que des accusateurs, un accusé fort de sa sincérité n'a besoin d'aucun autre défenseur que son passé révolutionnaire. Malgré leurs protestations véhémentes, ceux qui sont sur ces bancs l'ont compris. Leur attitude le démontre.

Je ne prononcerai donc ni un réquisitoire ni une plaidoirie.

Tout est dit et je viens trop tard après cinquante heures d'éloquence. Vous me reprocheriez avec raison de m'étendre à nouveau sur les vastes questions politiques soulevées par ce procès et surabondamment examinées déjà par les orateurs précédents.

Ma tâche se bornera à résumer l'activité de Sémionov et de Stavskaia, à l'expliquer dans la mesure où les calomnies répandues contre eux imposent des explications, à souligner enfin la bienfaisance d'une dénonciation dont une partie de l'opinion ouvrière européenne — abusée par une campagne de mensonges — n'a pas compris jusqu'ici la nécessité politique.

Semionov et Stavskaia m'ont demandé de ne pas prononcer un mot tendant à les excuser des crimes qu'ils s'accusent d'avoir commis.

Ils ont, vous le savez, avoué spontanément ces crimes. Ils ont accumulé contre eux-mêmes les charges les plus accablantes sans chercher jamais à faire peser sur d'autres épaules leurs propres responsabilités. Rien de plus logique que leur évolution politique. Rien de plus digne que leur repentir. Rien de plus tragique que leurs aveux.

Si d'âpres et longues méditations n'avaient pas précédé leur geste, si quelque angoisse étreignait leur conscience, la fureur et l'abjection même de leurs calomniateurs les eussent rassérénés. La haine dont les honore la réaction témoigne en effet avec éclat qu'en faisant ce qu'ils firent ils méritèrent bien de la Révolution.

Tels qu'ils sont, vous l'imaginez bien, ils ne consentiront à défendre ici ni leur liberté ni leur vie. Ils sont par contre résolus à sortir de cette enceinte la tête haute. Vous pouvez les châtier si vous estimez qu'un châtiment s'impose. Mais quelle que soit l'issue du procès, que Sémionov et Stavskaia soient condamnés ou qu'ils soient absous, votre jugement constatera l'intégrité de leur honneur révolutionnaire. Ce bien, le plus précieux qu'ils procèdent, le seul auquel ils tiennent, ils m'en ont confié la garde. C'est à le conserver que je consacrerai mon intervention.

Camarades, ce procès est plus que le procès de quelques hommes, plus même que le procès d'un Parti, c'est le procès d'un régime, c'est une des phases décisives de la lutte entre la Révolution et la contrerévolution. Parce qu'ils en ont compris l'importance, dans tous les pays comme en Russie, amis et ennemis du régime capitaliste suivent ces débats et s'y mêlent avec une énergie passionnée.

Les hommes avaient vu déjà semblable conflit et

semblables passions.

L'Histoire ne se répète pas. Cependant combien de fois le procès des Socialistes-Révolutionnaires n'at-il pas évoqué en nous le souvenir du procès fameux des Girondins. C'est qu'en effet dans ces formidables crises sociales qui bouleversent et transforment les nations, les mêmes éléments, les mêmes classes, se retrouvent qui, déterminés par les mêmes besoins, entraînés par les mêmes intérêts économiques, aboutissent aux mêmes attitudes politiques.

A plus d'un siècle de distance, nous voyons des hommes participer généreusement à un mouvement libérateur, dépenser leurs forces à grossir et pousser en avant les flots du torrent révolutionnaire, puis, tout à coup, comme pris de folie ou de terreur, tenter de briser leur œuvre, se jeter en travers des flots, prodiguer pour arrêter leur marche plus d'énergie ardente qu'ils n'en avaient déployé d'abord pour la précipiter, résister quelque temps, enfin disparaître, emportés, balayés, submergés, écrasés par le courant tout puissant.

En 1793, ces hommes qui, après avoir servi glorieusement la Révolution, la combattirent et la trahirent, ces ci-devant patriotes qui appelèrent l'invasion et lui ouvrirent la route, ces ci-devant révolutionnaires qui tentèrent par tous les moyens d'assassiner la Révolution, ces hommes dont tous les démocrates sincères, si modérés qu'ils fussent, de Bebel à Jaurès, de Kautsky à Plékhanov, flétrirent les crimes, ces hommes, en 1793, s'appelaient les Girondins.

Les Girondins de la Révolution russe, ce sont les Socialistes-Révolutionnaires.

C'est bien à la Gironde, dit Vandervelde lui-même, que l'on pense quand on essaie de situer dans la Révolution russe les socialistes révolutionnaires. (Le Peuple du 14 juin 1922.)

Et encore:

C'est à cent vingt-cinq années de distance le procès des Girondins qui recommence. (Le Peuple du 19 juin 1922.)

M. Vandervelde a raison.

Au dix-huitième siècle comme au vingtième, en Russie comme en France, mutatis mutandis, Girondins et socialistes révolutionnaires ont joué le même rôle.

En 1793, les Girondins ne visaient qu'un but : l'extermination des Jacobins. Pour atteindre ce but, dupes et complices du cabinet de Londres et des émigrés de Coblentz, ils abandonnèrent la Révolution et passèrent au service de la réaction européenne.

Depuis le 7 novembre 1917, les S. R. n'ont visé qu'un but : le renversement des Bolchéviks. Et pour atteindre ce but, dupes et complices des émigrés russes et des gouvernements de l'Entente, ils consentirent à être et furent effectivement, pendant quatre années, les instruments les plus dangereux de la réaction mondiale, les bourreaux de la Révolution prolétarienne.

C'est bien à la Gironde que l'on pense quand on essaie de situer dans la Révolution russe les socialistes révolutionnaires.

C'est l'aveu, l'aveu formel échappé au socialiste démocrate que fut M. Vandervelde, à l'historien qu'il est encore. Les sophismes, les mensonges, les calomnies n'y feront rien. L'aveu est passé. Nous l'enregistrons.

Aveu qui accable les S. R. et avec eux la Seconde Internationale condamnée à défendre les S. R. comme ies S. R. sont condamnés à être défendus par elle. Destin douloureux. Ces hommes se détestent et se méprisent. Ils ont tenté maintes fois de se séparer. Mais les uns et les autres, malgré leur étiquette socialiste, servent contre la classe ouvrière les intérêts de la bourgeoisie. Et les faits tenaces les lient toujours

à la même chaîne. Complices dans le crime, ils doivent être confondus dans le châtiment.

Rien ne manifeste mieux le désarroi où ce procès a jeté la Seconde Internationale (et aussi la Seconde et demie alliée à la Seconde et aux S. R. par la terreur du communisme) que la décision par laquelle, ici-même, en un jour de désespoir, MM. Vandervelde, Wauters, Rosenfeld et Liebknecht signifièrent qu'ils n'entendaient être, dans ce prétoire, que des avocats exclusivement préoccupés d'assurer une défense juridique.

Que ces hauts personnages, solennellement choisis par deux Internationales politiques comme leurs champions dans un procès politique d'une valeur historique essentielle, dans une des batailles les plus graves qui aient mis aux prises la Révolution et la contre-révolution, que ces hommes politiques refusent à la dernière heure de prendre, devant la classe ouvrière qui les observe, leurs responsabilités politiques, quelle dérision et quelle faillite!

Ces croisés avaient reçu des églises réformistes la sainte et périlleuse mission de délivrer les frères socialistes révolutionnaires tombés aux mains des mécréants bolchéviks.

Paladins du droit, de la justice, de la civilisation, salués par les vivats enthousiastes de la bourgeoisie européenne, leur voyage vers Moscou avait été une marche triomphale. Et nous les voyons brusquement, dès qu'ils ont mis le pied sur le sol rouge de la Russie, oublier leur mission, leurs engagements, leur héroïsme, perdre toute dignité, s'efforcer à n'être plus que d'humbles procéduriers, s'abaisser jusqu'à rejeter toute solidarité avec les accusés. Obsédés par une idée fixe : fuir, fuir à tout prix et au plus vite. Ils opèrent la reculade la plus piteuse, la plus navrante, la plus comique.

Pourquoi cet écroulement?

C'est que dès le premier contact avec la réalité russe, avec les masses révolutionnaires, ces messieurs, politiciens expérimentés, ont jugé très exactement la situation. Ils ont compris que la cause des S. R. est insoutenable, perdue d'avance, que le Parti des S. R. est un parti mort, un cadavre en pleine décomposition, et qu'en s'accrochant à ce cadavre les deux Internationales réformistes vont précipiter leur propre désagrégation.

Proclamer immédiatement cette vérité, reconnaître à la fois l'impuissance présente du parti S. R. et le caractère contre-révolutionnaire de son activité passée, était impossible. Impossible d'abord parce que ç'aurait été justifier l'attitude des communistes à l'égard des S. R., renforcer par conséquent la position politique du pouvoir des Soviets. Et cela, M. Vandervelde n'y peut pas consentir.

Impossible surtout, parce que prononcer la condamnation des S. R. serait, pour les Internationales Seconde et Seconde et demie, prononcer leur propre condamnation, les débats ayant révélé la solidarité des défenseurs avec les accusés.

Il fallait donc battre en retraite, d'urgence.

Contraints de fuir et de dissimuler les véritables raisons de leur fuite, MM. Vandervelde et consorts durent chercher des prétextes. Ils les cherchèrent, les trouvèrent et les entassèrent à la hâte pour protéger leur retraite.

Prétextes stupides, misérables, odieux.

C'est ainsi qu'ils eurent la sottise ou l'impudence — partageant équitablement les responsabilités, nous dirons que M. Liebknecht eut la sottise, M. Vandervelde l'impudence, et M. Rosenfeld la faiblesse — d'exiger la cessation de la campagne de salubrité sociale menée dans les journaux soviétistes contre les S. R. et leurs complices.

Et c'est à l'heure même où leur presse, alimentée par les sales officines de Tchernov et de Bourtsev, faisait rage contre le pouvoir des Soviets qu'ils osèrent présenter cet ultimatum. Il n'eut aucun succès.

Les malheureux défenseurs invoquèrent alors d'au-

tres prétextes, prétextes d'ordre technique, prétextes d'ordre politique.

En ce qui concerne les premiers, prétextes techniques, ils étaient si peu sérieux qu'à Bruxelles déjà M. Vandervelde n'ose plus insister sur leur valeur.

Rendant compte de la déclaration faite par le Tribunal Suprême en réponse aux réclamations de la défense, il est obligé de dire (Le Peuple du 26 juin 1922):

En somme, on nous donnait satisfaction, mais trop tard en ce qui concerne le sténogramme. On nous renvoyait pour les atteintes portées au libre choix des défenseurs au Gouvernement Soviétique. Nous nous étions déjà adressés à celui-ci. Il nous répondit après huit jours qu'il n'avait pas à nous répondre puisque nous avions renoncé à défendre les accusés.

Il résulte donc des déclarations, cependant tendancieuses, de M. Vandervelde lui-même que les réclamations basées sur les questions techniques n'étaient pas sérieuses, et qu'au reste, ayant obtenu satisfaction sur certaines d'entre elles, ces singuliers avocats avaient abandonné leurs clients sans avoir tenté sincèrement d'obtenir satisfaction sur les autres.

En ce qui concerne le prétexte d'ordre politique, c'est-à-dire la rupture de la convention passée à Berlin entre les trois Internationales, la réponse faite aux prétentions de M. Vandervelde par le Tribunal et la Troisième Internationale met parfaitement en lumière la mauvaise foi du leader belge et de ses comparses.

M. Vandervelde sait fort bien qu'en repoussant à la faveur des équivoques créées par l'Internationale de Vienne la fixation à une date prochaine du Congrès Ouvrier International, condition essentielle des concessions faites par l'Internationale Communiste, la Seconde Internationale avait déchiré le pacte de Berlin.

Depuis quand les conventions n'obligeraient-elles que l'une des parties contractantes, alors que l'autre a refusé l'exécution des clauses par lesquelles elle

s'était engagée?

Qu'il s'agisse de cette prétendue violation des engagements de Berlin ou des manquements aux droits de la défense et des accusés, les réclamations de M. Vandervelde n'étaient que prétextes à dissimuler les causes véritables de sa fuite, à maintenir l'anxiété et l'ignorance dans l'opinion publique européenne.

Pour tromper cette opinion, pour la surexciter contre la République des Soviets, M. Vandervelde et ses complices faisaient courir dans leur presse les nouvelles les plus fantaisistes, les plus ridicules, les plus

abjectes.

Tandis qu'ils recevaient à Moscou un accueil à la courtoisie duquel ils doivent aujourd'hui rendre hommage, les bruits les plus extravagants couraient à

travers l'Europe.

Rien ne témoigne mieux de la rage, de l'ignominie, mais aussi de la faiblesse de nos ennemis, que ces mensonges grossiers, recueillis avec enthousiasme dans la presse européenne. Ecoutez, camarades, ces informations sensationnelles destinées à provoquer et provoquant l'indignation des braves gens contre les communistes.

Un jour, on annonce que:

Les communistes de Petrograd demandent la tête de Vandervelde, puisqu'ils exigent que non seulement les accusés mais les défenseurs étrangers soient condamnés à mort. (Le Peuple du 20 juin 1922.)

Enfin, quand il faut exaspérer le mouvement antibolchévik, on apprend au monde, qui en a déjà appris bien d'autres, que:

M. Vandervelde a été assassiné par les bolchéviks.

Après avoir assassiné cet honorable citoyen, vous n'avez pas craint, camarades, d'organiser contre les accusés eux-mêmes une mise en scène de lynchage.

Ecoutez, camarades. Ceci, autant que leurs crimes les plus graves vous permettra de caractériser exactement les S. R. et leurs alliés: Le Gouvernement a décidé de se débarrasser des accusés en mettant en scène une manifestation de courroux populaire.

Les agents communistes s'occupent à engager les meurtriers parmi les êtres dépravés, rassemblés dans les tripots de Moscou. (Le Peuple du 30 juin 1922.)

Et cette infamie, savez-vous qui l'inventa, camarades?

Ce sont les plus illustres des S. R., MM. Zenzinov, Roubanovitch, Roussanov, Soukhomline et Tchernov. C'est la délégation officielle du parti S. R. à l'étranger qui alimente cyniquement cette campagne de provocation. Car comment qualifier ce débordement scandaleux d'ignobles fausses nouvelles, d'injures, d'excitations, de menaces, qui ne peut avoir d'autre but que de troubler votre sang-froid, d'exciter votre fureur contre ceux qu'on prétend sauver.

Voici le communiqué officiel publié sous la signa-

ture de ces messieurs, le 29 juin 1922 :

Depuis le départ des défenseurs étrangers, on craint que le Gouvernement bolchévik n'organise une scène de lynchage des accusés socialistes révolutionnaires par une prétendue foule indignée.

Camarades, je vous le disais tout à l'heure, je m'étais proposé de revenir sur les graves problèmes politiques posés par ce procès. Mais les orateurs qui m'ont précédé ont moissonné ce vaste champ. Il n'y reste plus rien à glaner. Je crois donc plus utile, à l'heure où je parle, de consacrer mon intervention à dévoiler, sous vos yeux et sous les yeux du prolétariat russe, quelques-unes des intrigues, des manœuvres si malpropres et si basses imaginées au cours de ce procès par les S. R. et leurs défenseurs. Ce spectacle, sans heauté et sans grandeur, contribue à caractériser de façon plus précise encore la psychologie de ce parti soi-disant socialiste et de ses alliés naturels les petits bourgeois de tous les pays.

Contraint, pour les démasquer, de les suivre sur les chemins boueux dans lesquels ils pataugent avec tant de satisfaction, vous m'excuserez de vous y entraîner quelques instants à leur suite. Si M. Vandervelde déserta son poste, ce ne fut donc pas à cause de la violation du pacte de Beriin, puisque c'est lui-même, c'est la Seconde Internationale qui a déchiré ce pacte.

Ce ne fut pas davantage à cause de la violation

des droits de la défense et des accusés.

A maintes reprises, ce vieil avocat gourmé, sentencieux et pompeux, s'étonne et, on le sent, se scandalise de la familiarité qui règne entre les accusés, les juges et les accusateurs, des conversations privées qui, entre les audiences, rapprochent les uns et les autres, de la liberté qu'ont les accusés d'aller et venir sur leurs bancs, de s'entretenir, de fumer, de manger.

Je ne vois pas bien, s'écrie-t-il, à la suite d'un de ces repas, dans une Cour d'Assises de Belgique, les accusés offrant un dîner au Palais de Justice entre deux audiences. (Le Peuple du 28 juin 1922.)

Il reconnaît de même que les accusés peuvent interroger les témoins « longuement, minutieusement », que les débats ne sont pas écourtés par le Tribunal, qu'ils sont au contraire longs, trop longs à son avis.

Et, admirez la duplicité de ces gens. Pendant que M. Vandervelde s'ébahit à Moscou de cette familiarité, de cette bonhomie, de cette tolérance dont, il l'avoue, aucun accusé ne bénéficia jamais devant aucun tribunal du monde, ses amis, à Bruxelles, protestent hypocritement:

Contre les procédés des bolchévistes qui s'acharnent sur leurs victimes avec une cruauté de bourreaux asiatiques.

Camarades, ce n'est pas davantage le souci, pourtant très vif en lui, de la sécurité personnelle qui a déterminé la retraite précipitée de M. Vandervelde.

Avant de venir à Moscou, il avait pris toutes les précautions de rigueur. Il avait mobilisé pour sa protection toutes les forces diplomatiques bourgeoises. Comme l'écrit ingénûment un ancien ministre socialiste français, M. Paul-Boncour, qui, au dernier moment, a renoncé prudemment à cette folle expédition,

« on ne va pas à Moscou pour son plaisir ». Evidemment, quand on est un révolutionnaire internationaliste de l'espèce de MM. Vandervelde et Paul-Boncour, c'est sans aucun plaisir qu'on se rend dans la capitale de la Révolution Internationale.

En venant à Moscou, M. Vandervelde a la conviction qu'il accomplit un exploit héroïque, le seul, hélas! que la postérité trouvera à enregistrer au cours de sa longue et paisible carrière de révolutionnaire en chambre.

Il est fier de son audace et ses amis le sont bien plus encore. M. Dewinne, un de ses vieux compagnons de lutte, de lutte pour la conquête du pouvoir, conquête à la manière social-démocrate, c'est-à-dire lutte de couloirs parlementaires pour l'entrée dans un ministère bourgeois et catholique, M. Dewinne nous confie son angoisse en termes émouvants (Le Peuple du 18 juin 1922):

Nos ennemis eux-mêmes, s'écrie-t-il, n'ont pas pu cacher leur admiration devant le geste si crâne de notre éminent camarade s'en allant affronter les pires dangers au milieu de sauvages qui hurlent à la mort.

Pourtant, au milieu des sauvages, c'est-à-dire, camarades, parmi nous, l'éminent camarade n'est pas très crâne. Malgré la complaisance aimable des fonctionnaires soviétistes qui l'entourent, il se croit menacé par de mystérieux dangers. Son sommeil est troublé de cauchemars. Comme il se sentira plus à l'aise le 1° juillet à Paris, protégé contre l'admiration trop rude du prolétariat parisien par les poings robustes des sergents de ville de son ami Millerand! Dans cette salle, au contraire, sous la protection discrète des soldats rouges, ce révolutionnaire ne semble pas tranquille. Oui, camarades, devant le Tribunal, M. Vandervelde a des mirages. Le joyeux M. Wauters remarque avec une émotion qui ne va pas, je l'imagine, sans malice la nervosité fébrile du maitre. Le grand homme fixe avec insistance un point, au loin, dans la salle, M. Wauters l'interroge anxieusement, à voix haute, parce que le héros est un peu sourd. Et le héros, pointant un index qui tremble un peu vers la cloison que vous voyez là-bas, murmure (Le Peuple du 24 juin 1922):

Au fond de la salle, une loge fermée, avec trois œils de bœuf, la loge de la Tchéka.

L'œil de Moscou. La Tchéka. Nous délibérons sous sa menace. Ce n'est pas la loge de la Tchéka. C'est la cabine du projecteur cinématographique.

De telles émotions sont difficiles à supporter.

Comment, d'ailleurs, ce bon bourgeois si cossu, si correct, tristement boudiné dans sa jaquette noire, se trouverait-il à l'aise dans cette capitale étrange où, s'écrie-t-il avec une indignation comique, on peut voir des membres du gouvernement, des ministres, c'est-à-dire en somme des personnages presque aussi considérables que M. Clemenceau, que M. Lloyd George ou M. Vandervelde lui-même, en pantoufles et en casquette, où le fameux théoricien Boukharine ose se promener en chemise déboutonnée, où enfin les gens sont en général très pauvrement vêtus.

Il y a évidemment trop de prolétaires à Moscou au goût de M. Vandervelde, et pas assez d'élégance.

Pourtant il constate:

...qu'au point de vue moral... la capitale du bolchévisme l'emporte nettement sur nos grandes villes.

Et ceci satisfait, comme vous le pensez bien, l'austère Président de la Seconde Internationale qui ne peut discourir cinq minutes sans célébrer la morale qui... la morale que... enfin citoyens, vous le savez, il faut une morale pour le peuple. Elle est évidemment moins nécessaire pour le leader de la Seconde Internationale, et ce respectable vieillard fait à Moscou des découvertes qui adoucissent un peu l'amertume de son séjour (Le Peuple du 25 juin 1922):

Du côté féminin, note ce puissant observateur de la vie soviétiste, on fait des efforts touchants. Beaucoup de jeunes femmes remplacent les bas de soie par le satin de leurs épidermes. Et M. Wauters insiste un peu lourdement, en vrai Flamand de Flandre (Le Peuple du 19 juin 1922):

Nous avons regardé les jambes des femmes. Pourquoi pas, puisqu'elles les montrent? Ici, presque toutes, les vicilles (hélas!) comme les jeunes ne portent pas des bas mais des chaussettes. La délégation belge est profondément divisée sur le point de savoir si cela est joli ou disgracieux.

Camarades, on éprouverait quelque honte à citer, dans cette audience solennelle, dans ce procès capital, de tels propos si, comme je vous l'ai dit, ils n'éclairaient admirablement la psychologie du Parti Ouvrier belge dont M. Wauters est un des chefs incontestés, et de la Seconde Internationale dont M. Vandervelde est le représentant le plus brillant, s'ils ne révéfaient utilement à la classe ouvrière européenne devant laquelle, avec des larmes dans la voix, ces comédiens libidineux décrivent l'horreur tragique de leur séjour à Moscou, quelles étaient dans la Russie révolutionnaire les préoccupations de ces alliés des S. R. venus à Moscou avec la lourde charge, qu'ils ont finalement abandonnée, de défendre la vie de leurs amis.

Pauvre Parti Ouvrier belge! Malheureuse Seconde Internationale!

Ne trouvez-vous pas qu'il flotte autour de ces individus une odeur de pourriture?

M. Vandervelde savoure béatement ces petites joies. Mais nous devons reconnaître qu'il en éprouva d'autres. Il a connu ici, camarades, vous l'ignorez à coup sûr, la popularité.

C'est le dimanche 11 juin que cet événement s'est passé. C'est ce jour-là que, comme l'imprime en gros caractères la presse occidentale (Le Peuple du 21 juin 1922):

#### M. Vandervelde a été ovationné à Moscou.

Comme par hasard, MM. Vandervelde et Wauters qui pratiquent leurs devoirs de francs-maçons — je ne sais pas s'ils sont francs-maçons, mais j'en suis sûr — avec les mêmes scrupules que leur devoirs révolutionnaires, ce dimanche matin, ces messieurs sont allés à la messe, à la cathédrale Saint-Sauveur :

Le service religieux vient de se terminer... On reconnaît Vandervelde... Craignant des incidents, je l'entraîne.

Retenez cet aveu îngénu qui montre à quel point ces messieurs étaient convaincus de l'amour des habitants de Moscou. Chat échaudé craint l'eau froide. M. Wauters se souvient de certaine conduite bruyante faite à son patron par le prolétariat de Moscou. Il se méfie. Mais ô joie, ô stupeur:

Les femmes agitent les mains... Les hommes se découvrent...

Et M. Wauters de se rengorger :

Ce petit incident est significatif.

Oh! oui, combien significatif, monsieur Wauters!

Il y a ainsi, à Moscou, conclut le brave M. Wauters tout épanoui de ce succès inespéré, des multitudes de gens qui nous sont sympathiques...

M. Wauters généralise un peu vite. Reconnaissons toutefois que le leader de la Seconde Internationale peut encore trouver des sympathies à Moscou. Mais il doit aller les quêter le dimanche à la porte des églises.

Malheureusement, les délibérations sur la grâce des jambes féminines, les manifestations touchantes des bigotes moscovites ne suffirent pas à retenir M. Van-

dervelde.

A mesure que les audiences se déroulèrent, il comprit que sa place était de moins en moins au banc de la défense et de plus en plus au banc des accusés.

Cette impression que sa responsabilité et celle de la Seconde Internationale allaient apparaître, formidables, au cours des débats, entraînant toutes sortes de désagréables conséquences personnelles et politiques, telle fut la vraie raison de sa désertion.

M. Vandervelde avait pourtant longuement et adroi-

tement préparé son voyage à Moscou.

Depuis quatre mois, chaque jour, sous la direction infatigable de ce leader ouvrier, le plus illustre des chefs d'orchestre mis par la Seconde Internationale à la disposition de la bourgeoisie, un chœur où se mêlent les mille voix retentissantes de la presse immonde, bourgeoise, socialiste et syndicaliste ja'une, verse à travers le monde des torrents de calomnies sur les accusés du second groupe.

Cette campagne abjecte, poursuivie avec une persévérance inouïe, est parvenue à troubler une partie

de l'opinion ouvrière européenne.

Incapables de discuter sérieusement les accusations lancées contre les S. R., les hommes de la Seconde Internationale, avec plus d'habileté que d'honneur, plus de cynisme que de courage, ont déplacé le problème.

Au lieu de poser la question capitale :

« Les accusations portées par les S. R. sont-elles fondées? » et d'y répondre, ils la relèguent au second plan.

Ils la remplacent par ces deux affirmations :

« Les S. R. accusés sont des héros, les S. R. accusateurs sont des misérables »; ou, sous une autre forme : « Les S. R. du premier groupe sont des martyrs et des saints, les S. R. du second groupe sont des traîtres et des provocateurs ».

La vérité est moins simple, moins favorable surtout aux desseins de nos adversaires.

L'observation des hommes et l'examen des faits permettent de découvrir aux attitudes différentes prises par chacun des accusés des causes profondes.

A considérer d'un peu près les deux groupes, on constate en effet que ces différences ne résultent pas, comme on voudrait le faire croire, de conflits individuels, d'opposition de caractères ou d'ambitions, du dévouement et de l'énergie des uns, de la lâcheté et de l'avidité des autres.

Les uns sont ici et les autres sont là non point parce que les uns sont des héros purs et sans reproche, les autres des traîtres couards et pervers, mais parce que la place des uns est naturellement ici, tandis que celle des autres est nécessairement là, parce qu'étant des hommes différents, ayant des intérêts différents, visant des buts différents, ils devaient être conduits par la logique des faits à occuper des places différentes dans la Révolution et par conséquent dans ce prêtoire où, comme en un miroir, l'image complexe de la Révolution est reslétée jusqu'en ses moindres traits.

Hommes différents en tout. Différents par l'âge, par la situation sociale, par la culture, différents surtout par l'origine, par le milieu, par la classe.

A une ou deux exceptions près, les accusés du premier groupe sont des bourgeois, les accusés du second groupe, des prolétaires. Ici, des intellectuels, là, des ouvriers. Les premiers ont quarante ans et davantage, les seconds trente ans et moins. Dans l'armée S. R., les uns composaient l'état-major, les autres, les troupes de combat.

Plus âgés, ceux-ci sont plus résistants, plus expérimentés, mais aussi plus cristallisés dans les formules surannées, moins audacieux et moins capables de se renouveler, plus enclins à piétiner qu'à avancer. Ceux-là, parce que plus jeunes, moins fixés, plus souples, plus ardents, plus avides d'action, plus aptes à comprendre et à assimiler les idées neuves.

Dans le premier groupe des intellectuels, idéologues, hommes de cabinet, peu sensibles aux réalités, mêlés à l'action prolétarienne, mais, cela est visible pour certains, y répugnant. Dans le second, des manuels, moins attachés aux constructions théoriques qu'aux résultats pratiques, à l'idée qu'à l'action.

D'une part des bourgeois, révolutionnaires sous le tzarisme, croyant alors servir et servant réellement le peuple, mués en opportunistes dès la Révolution de Février, passant peu à peu à la contre-révolution, à mesure que la Révolution cesse de servir leurs intérêts de classe, les intérêts bourgeois, à mesure qu'elle

devient prolétarienne, c'est-à-dire anti-capitaliste, anti-propriétaire, anti-bourgeoise.

D'autre part, des prolétaires conduits par leur instinct de classe à se séparer violemment de ceux qui les avaient entraînés vers la Révolution, à l'heure où ces guides défaillants se dressent contre la Révolution.

Par le triple fait de la classe, de la culture et de l'âge, c'est dans le premier groupe que devaient se trouver et que se trouvent effectivement les chefs (quatorze membres du Comité Central). Et sans nous abaisser à suivre M. Vandervelde dans la fange où il lui plaît de se vautrer, sans prêter aux accusés du premier groupe la moindre pensée basse, sans les soupconner de vilains calculs, on peut affirmer que ces hommes avant dirigé solidairement leur Parti, étaient, malgré leur courage et leur foi politique, trop accablés sous les responsabilités personnelles, trop coupables envers la classe ouvrière, trop lourdement responsables devant l'Histoire, trop peu clairvovants et trop empêtrés de préjugés, pour discerner leurs erreurs et surtout pour les reconnaître, pour oser libérer leur conscience, pour redresser leur Parti et, le cas échéant, le quitter puis l'accuser.

Dans le second groupe, au contraire, nous ne devions pas rencontrer et nous ne rencontrons pas de chefs, mais des militants de second plan; nous ne trouvons pas de généraux, mais des officiers de troupe et des soldats, qui n'ont pas eu l'initiative des grandes responsabilités, mais à qui on les a fait partager; qui ne se sont pas trompés, mais qui ont été trompés et qui, s'étant aperçus qu'on avait abusé de leur confiance s'en sont indignés, puis ont crié leur indignation. Des jeunes dont l'idéalisme et le désintéressement n'ont été gâtés ni par l'âge, ni par le commandement, dont la conscience politique formée pendant la période de 1905-1917, puis au feu même de la Révolution, n'est pas asservie aux formules de la morale bourgeoise. Seuls ils étaient cou-

pables d'avoir cette audace (la plus grande de toutes), qui consiste à ne tenir aucun compte des convenances, à violer tous les principes pour servir la vérité, à sacrifier tous les sentiments au salut de la Révolution.

M. Vandervelde n'est d'accord ni avec Robespierre, ni avec Sémionov. Mais quel est le révolutionnaire, quel est l'honnête homme qui ne leur donnerait pas

raison?

La vertu, disait Robespierre, c'est l'amour de la République.

Le suprême devoir, ont pensé Sémionov et ses

amis, c'est le salut de la Révolution.

Que M. Vandervelde qui, depuis quarante années, n'a cessé de manifester et manifeste chaque jour davantage sa mentalité petite-bourgeoise et sa médiocrité morale, insatiable d'honneurs, de domination et d'argent, parvenu à la richesse à coup de reniements, hissé au pouvoir à force de trahisons, incapable d'une parole sincère, d'un geste désintéressé, d'un acte courageux, qu'un tel homme, type classique de l'arriviste, que ce profiteur de Révolution juge les autres à son aune, qu'il feigne de ne pas comprendre ou qu'il soit réellement inapte à comprendre le double devoir d'un honnête homme et d'un révolutionnaire, rien de plus naturel.

Ce qui est moins naturel et ce qui est désastreux, ce qui montre à quel point la politique de la Seconde Internationale a empoisonné la classe ouvrière, avec quelle vigueur brutale il faut réagir contre elle, c'est que cet individu (et d'autres de même espèce) ait consacré quelque influence sur une partie du prolétariat socialiste, c'est que ce bas calculateur puisse tenir boutique de désintéressement, que cet hypocrite se pose en champion de la vérité, que ce traître ose prêcher la fidélité sans que les travailleurs de Belgique et de France lui sautent à la gorge et l'empêchent de poursuivre contre la Révolution affamée et saignante une abominable campagne dirigée et payée par la bourgeoisie.

Les échos de l'ample débat auquel le Tribunal préside depuis six semaines avec une objectivité à laquelle l'avocat Rosenfeld dut rendre hommage avant de quitter Moscou, et que M. Vandervelde lui-même a dû constater à son retour en Occident, cette sérénité et cette bonhomie d'un prolétariat vainqueur, sûr de sa force et majestueux accordant aux accusés une liberté d'attitude et d'expression qu'aucun autre régime en aucun pays n'eut jamais la force de tolérer, les échos précis de ce débat passionnant et passionné retentiront bientôt à travers le monde.

Et dès que l'opinion ouvrière encore abusée par les mensonges de M. Vandervelde et de tous les laquais de la bourgeoisie entendra la grande voix de la Révolution prolétarienne, dès qu'elle sera sérieusement informée par les aveux mêmes des accusés, par les documents officiels du Parti S. R., elle ne s'étonnera plus qu'un châtiment terrible ait frappé les coupables, mais seulement que ce châtiment ait été si tardif.

M. Vandervelde met tout en œuvre pour retarder cette victoire de la vérité.

Mêlé plus ou moins directement à tous les crimes reprochés aux S. R., ayant provoqué les uns et soutenu les autres, étroitement associé soit comme Ministre du Gouvernement royal et catholique de Belgique, soit comme leader (Oh! combien représentatif) de la Seconde Internationale, à la politique contre-révolutionnaire et interventionniste de l'Entente contre la Russie des Soviets, M. Vandervelde n'a jamais cru, et pour cause, à l'innocence des S. R.

Mais — les cyniques ont de ces candeurs — il s'imaginait que le Tribunal Suprême armé de preuves morales suffisantes pour motiver une condamnation révolutionnaire manquerait des preuves indispensables pour faire ratifier son jugement par l'opinion européenne plus accoutumée aux formes judiciaires constitutionnelles qu'aux procédures foudroyantes et

sommaires imposées par la guerre, par la guerre so-

ciale plus que par toute autre guerre.

M. Vandervelde pensait que les crimes indiscutables de ses amis S. R. pourraient être discutés non pas certes devant la Révolution russe, mais devant l'opinion mondiale. Sûr de perdre son procès à Moscou, il espérait le gagner à Paris. Il était hanté par le souvenir des grands procès politiques de la Révolution

française.

En ces temps troublés, M. Vandervelde le sait bien, les traîtres et les contre-révolutionnaires sont habiles à dissimuler les preuves tangibles de leur crimes. La Convention et le Tribunal Révolutionnaire eurent l'audace nécessaire pour juger et pour condamner sans ces preuves, en s'appuyant seulement sur un ensemble de paroles, d'attitudes, de gestes qui, dans l'atmosphère ultra-sensible de ces journées fiévreuses suffisait à porter dans le cœur des jacobins, guidés très sûrement par l'instinct révolutionnaire, la certitude de la culpabilité des accusés. C'est ainsi qu'ils guillotinèrent Louis XVI et les Girondins, Danton et les Hébertistes. Et c'est ainsi qu'ils sauvèrent la Révolution.

Les peuples ne jugent pas comme les cours judiciaires, disait Robespierre. Ils ne rendent point de sentences, ils lancent la foudre; ils ne condamnent point leurs ennemis, ils les replongent dans le néant.

Parodie de justice! Farce judiciaire! Infamie! Assassinat! répondait le chœur des frères spirituels des Vandervelde de ce temps-là.

La postérité a ratifié, malgré leurs criailleries hypo-

crites, les paroles de Robespierre.

Il a fallu toutefois le long travail de l'Histoire, ses fouilles patientes dans les archives du temps pour retrouver une à une, contre Louis XVI et contre la Gironde, contre Danton et contre Hébert, ces preuves qui paraissaient manquer aux jurés révolutionnaires, mais qui en vérité étaient gravées dans le cœur de tous les acteurs du grand drame.

Et pendant près d'un siècle, la réaction interna-

tionale, utilisant contre la Révolution française cette nécessité qui s'imposait à elle, comme elle s'impose à toutes les révolutions, de passer outre aux formes judiciaires consacrées, plaida à grand fracas le procès des Girondins. On assista à cet écœurant spectacle des larmes versées sur les Girondins martyrs par les Thermidoriens et par les Versaillais, par tous les Cavaignac et par tous les Gallifet, par les assassins les plus féroces de la classe ouvrière.

La légende girondine a duré près d'un siècle. M. Vandervelde n'a point d'ambition aussi lointaine. Pour être tout à fait tranquille, il lui suffirait que la légende S.-érine, qu'il est en train de créer, s'opposât une dizaine d'années à la vérité historique, que pendant une dizaine d'années il pût faire pleurer les sensibles aristocrates et les tendres bourgeois de notre douce époque sur les malheurs injustifiés des très humains, très purs et très nobles socialistes-révolutionnaires.

M. Vandervelde a bien des trais communs avec les thuriféraires des Girondins. Sa phraséologie révolutionnaire, sa démagogie, son prodigieux mimétisme, ses œillades de vielle coquette à la Révolution et à la monarchie, l'apparentent aux plus nauséabonds thermidoriens. Et il est trop mêlé comme eux à l'œuvre contre-révolutionnaire pour ne pas avoir médité leur passé.

C'est bien à la Gironde que l'on pense...

Et quand, après avoir fait des S. R. les Girondins de notre époque, M. Vandervelde prend leur défense et se solidarise avec eux, complétant et précisant sa pensée, nous ajoutons:

C'est bien à la Gironde que l'on pense quand on veut situer non pas seulement les socialistes révolutionnaires mais M. Vandervelde lui-même, défenseur et complice des socialistes révolutionnaires dans la contre-révolution russe et dans la contre-révolution mondiale.

Oui, M. Vandervelde, avec moins d'idéalisme et de courage, est le successeur naturel des Girondins,

comme il est avec les S. R., le représentant typique de la petite-bourgeoisie libérale.

En se solidarisant avec les Girondins et avec les S. R., M. Vandervelde rompt avec les traditions de la Seconde Internationale officiellement anti-girondine. Mais il dévoile ainsi la vérité historique. Il jette, évidemment par mégarde, le masque socialiste et se montre tel qu'il est, démocrate, c'est-à-dire en fait collaborateur et complice de la bourgeoisie.

Cet homme venait à Moscou en toute assurance, n'ayant aucune raison de craindre que les S. R. aussent été moins habiles à dissimuler les preuves de leur action contre-révolutionnaire que jadis Louis XVI et les Girondins, Certain que les S. R. étaient coupables, mais également certain que leur culpabilité ne serait pas juridiquement établie. Sûr qu'on les condamnerait comme ils devaient l'être, mais aussi que cette condamnation serait le prétexte d'une admirable agitation.

Agitation en faveur de qui? Des socialistes révolutionnaires? M. Vandervelde est naturellement attiré vers les forts. Il a constaté à Moscou, il a écrit dès son retour à Bruxelles que les vieux partis russes sont détestés et sans influence sur les masses. Et la désinvolture avec laquelle il enterra ainsi le Parti S. R., tout entier, ne permet pas de supposer qu'il s'intéresse beaucoup au sort de ses clients et amis. Il s'y intéresse dans la mesure où leur situation peut donner matière à une agitation profitable non pas au défunt Parti S. R., mais à l'organisation qui est la chose de M. Vandervelde, comme M. Vandervelde est sa chose, à cette Seconde Internationale qui, sans être très vivante, paraît encore et surtout à M. Vandervelde, aveuglé par l'intérêt et par la passion, infiniment mieux portante que le Parti S. R. Or, la Seconde Internationale est compromise dans le procès des S. R., étant à l'Europe ce que le Parti S. R. est à la Russie, comme M. Vandervelde est à la Seconde Internationale ce que le citoyen Tchernov est au Parti S. R.

J'en demande pardon aux accusés, mais cette comparaison s'impose. Il faut que le prolétariat européen le comprenne. Il faut qu'il profite de cet enseignement. M. Vandervelde — le Tchernov belge — se dressera demain contre la Révolution prolétarienne occidentale. Lui et ses pareils de tous les pays assassineront les ouvriers et les paysans révolutionnaires de France, de Belgique et d'ailleurs, comme le firent hier et le feraient demain en Russie s'ils en avaient le pouvoir, les Vandervelde russes, MM. Tchernov et compagnie.

Le procès des S. R. c'est donc le procès de la Seconde Internationale, de l'Internationale petite-bourgeoise. Démasquer les S. R., c'est démasquer la Seconde Internationale. Condamner et exécuter politiquement Tchernov, c'est préparer la condamnation et l'exécution politique de Vandervelde.

M. Vandervelde est intelligent, assez du moins pour comprendre cela. Et c'est pourquoi, dès la première audience, quand je lui demandais compte des actes accomplis par lui comme Président de la Seconde Internationale et comme Ministre du Roi de Belgique — s'efforçant comme toujours d'échapper aux responsabilités — il ripostait avec une indignation admirablement feinte: « Le citoyen Sadoul se trompe. Je ne suis ni ministre, ni président », tandis qu'un voisin malicieux me glissait à l'oreille: « C'est la réponse équivoque que faisait un vieux brigand retiré des affaires à l'indiscret qui lui reprochait ses vols et ses crimes: « Je ne suis pas un voleur, je « suis un ancien voleur. Je ne suis pas un assassin, « je suis un ancien assassin. »

Il est vrai que M. Vandervelde — ce brigand déguisé en gentleman — n'est plus, provisoirement, ni Ministre de roi, ni Président d'Internationale. Quel que soit notre désir de lui être agréables, nous ne pouvons pas oublier que ce leader ouvrier se fit, pendant la guerre 1914-1918, le complice le plus vil de l'impérialisme anglo-français; qu'en échange d'un portefeuille ministériel, il cessa de brandir ses foudres révolutionnaires et les mit paisiblement dans sa poche; qu'après l'armistice il signa l'abominable traité de Versailles qui a semé les germes d'un prochain conflit mondial, qui a condamné à la misère et à la famine des dizaines de millions de travailleurs de l'Europe Centrale. Nous ne pouvons pas oublier que cet homme fut depuis février 1917 l'instrument complaisant de la classe bourgeoise contre le prolétariat russe. Au printemps 1917, le Roi de Belgique envoyait à Pétrograd ce valet dont il avait éprouvé la fidélité servile. Et nous avons vu M. Vandervelde, leader de la Seconde Internationale, exhorter les ouvriers et les paysans à mourir sur les champs de bataille pour la défense des coffres-forts capitalistes.

Nous ne pouvons pas oublier que, n'ayant pu, malgré ses calomnies abominables contre les bolchéviks « agents de l'Allemagne », empêcher le prolétariat russe de prendre le pouvoir, M. Vandervelde a tout fait pour le lui arracher, qu'il a suscité ou soutenu tous les ennemis de la République prolétarienne. Comme Lloyd George et Clemenceau, il porte la responsabilité des interventions militaires, des complots, des insurrections, des attentats terroristes préparés par les puissances de l'Entente avec l'aide des partis russes, avec le Parti des S. R., notamment. Il porte la responsabilité de la misère, de la ruine économique et de la famine provoquées par la guerre et par un féroce blocus.

Les mains de M. Vandervelde sont rouges du sang des ouvriers et des paysans de Russie.

Comme les S. R. ont bien su choisir leur défenseur!

Et nous oublions d'autant moins les crimes de cet homme, de son Parti, de son Internationale que lorsqu'il vint à Moscou, ce ne fut pas pour faire amende honorable, pour reconnaître ses torts et ceux de ses complices les socialistes contre-révolutionnaires, mais pour menacer, pour combattre encore, pour secourir les criminels, pour poursuivre par tous les moyens son œuvre néfaste contre un malheureux grand peuple dont le seul crime est d'avoir brisé ses chaînes.

Trois semaines de séjour en Russie obligèrent cependant M. Vandervelde à faire un certain nombre de constatations désagréables dont un politicien aussi opportuniste que lui était contraint de tenir compte.

En effet, des son retour à Bruxelles (Le Peuple du 25 juin 1922), cet homme, qui n'avait pas cessé de répandre contre le Pouvoir des Soviets les mensonges, les calomnies les plus ridicules, est obligé d'avouer que le Gouvernement Bolchévik est un véritable gouvernement :

...qu'il ne s'appuie pas seulement sur deux cent mille communistes ...qu'il a une armée nombreuse... qu'il apparaît à beaucoup comme le seul moyen d'éviter la réaction ou l'anarchie...

M. Vandervelde, qui avait toujours proclamé que la Russie n'était pas placée sous le régime de la dictature du prolétariat, mais sous la dictature d'une poignée d'illuminés et d'aigrefins, est obligé d'écrire, avec quelle amertume, vous l'imaginez:

Gardons-nous de sous-évaluer au surplus la prise que les holchévistes conservent sur les masses ouvrières. Thomson, de l'Internationale d'Amsterdam, nous le disait l'autre jour : « Le 1er mai, après la revue... on vit, dans les rues de Moscou, pendant des heures, défiler un demi-million de manifestants qui acclamaient l'Internationale Communiste ».

M. Vandervelde, qui avait toujours affirmé avec force que les deux partis russes représentant réellement les masses travailleuses des villes et des campagnes étaient les partis menchévik et S. R., constate avec tristesse qu'en face du Gouvernement bolchévik:

Je ne veux pas dire qu'il n'y ait rien; mais on ne voit rien ou pas grand' chose... Les vieux partis sont détestés.

Enfin, M. Vandervelde, qui porte avec d'autres misérables, avec Lloyd George et Clemenceau, la responsabilité des interventions militaires et du blocus, rentre de Russie avec l'impression très nette:

Que la politique du blocus, du fil de fer barbelé, des interventions militaires a été plus désastreuse encore, à tous points de vue, que je ne le croyais auparavant. Elle a accentué la xénophobie des masses. Elle a causé à des populations qui n'en pouvaient mais d'intolérables souffrances. Elle a aggravé, dans des proportions que je ne soupçonnais pas, les maux causés par la grande guerre (le bandit avoue ses crimes)... Bref, je crois fermement que, coûte que coûte, la reprise des relations politiques et économiques avec la Russie s'impose.

L'impuissance, la mort des partis menchévik et Socialiste Révolutionnaire, la haine que leur politique tantôt stupide et tantôt criminelle avait attirée, de la part des masses, sur ces organisations politiques liées ou alliées à la Seconde Internationale, la solidité du Pouvoir Soviétiste, la nécessité de reprendre sans retard avec nous les relations politiques et économiques, ce sont là des constatations importantes et désagréables. Ce ne sont pas les seules que fera M. Vandervelde.

Un rapide coup d'œil sur les dossiers, le spectacle édifiant des premières audiences suffirent à ce vieux routier de la politique et du barreau. Il renifia l'odeur de la défaite.

Que les S. R. fussent coupables, il ne l'ignorait pas. Mais que la preuve de leur culpabilité fût aussi formelle, cela le déconcerta.

Situation imprévue. Et qui exigeait à la fois du courage, de l'honnêteté, de la pudeur. C'était trop. M. Vandervelde se connaît bien. Désormais sûr d'être vaincu, il abandonna le champ de bataille.

Ne pouvant plus plaider à Moscou, nous avons décidé de plaider à Paris, déclara-t-il avec un solennel aplomb.

Il est allé, en effet, plaider à Paris, le 1er juillet dernier, non pas devant la classe ouvrière parisienne, mais devant ses amis, devant sa classe, devant les petits boutiquiers prudents et les intellectuels apeurés qui constituent la clientèle de la Ligue bourgeoise des Droits de l'Homme. M. Vandervelde, de la Seconde Internationale, a plaidé éloquemment (il est d'autant plus éloquent que la cause qu'il défend est plus mauvaise) la cause de la contre-révolution russe, protégé, nous l'avons dit, contre l'indignation prolétarienne, par l'importantes forces de police.

Singulier avocat qui, pour mieux plaider, quitte la barre, s'enfuit à deux mille kilomètres des juges et des accusés, qui plaide sans dossier, et sans documents, sans débats et sans témoins, seul devant l'Europe.

Et que plaide-t-il?

A la veille de son retour, le 22 juin, un de ses bons amis, un des chefs du Parti belge, Louis de Brouckère, disait:

Vandervelde revient de Moscou. Nous allons apprendre enfin la vraie valeur de ce grand procès dont nous ne connaissons encore que des bribes de faits.

Naïveté ou cynisme? M. de Brouckère avouait que le 22 juin 1922, Bruxelles ne savait rien ou presque rien du procès S. R. et ne pouvait porter sur lui aucun jugement sérieux.

Il reconnaissait ainsi que toutes les accusations lancées jusque-là par son Parti, par son Internationale contre Sémionov et ses amis, n'étaient qu'inventions et calomnies.

Vain aveu.

A son retour, M. Vandervelde ne peut rien ou

plutôt ne veut rien apprendre à son Parti.

Il ne tient aucun compte des débats. Il ignore ou feint d'ignorer les aveux des accusés, les pièces innombrables communiquées à la défense, les témoignages accablants. A son retour à Bruxelles, il plaide encore, toujours, uniquement ce qu'il plaidait à son départ de Bruxelles.

Il a quitté Moscou alors qu'on commençait à examiner les premiers chefs de l'accusation. Il est obligé de reconnaître que, sur ces premiers chefs, les accusés ont fait des aveux complets. Il est parti avant les audiences où furent examinés les crimes que ses clients niaient avoir commis, et dont, après son départ, ils ont dû avouer l'essentiel.

M. Vandervelde s'est donc placé lui-même, volontairement d'ailleurs, dans l'impossibilité de discuter sérieusement l'accusation.

En fait, il se garde bien de la discuter. Il borne son effort à discréditer les accusateurs.

Tant vaut l'accusateur, tant vaut l'accusation.

Bien entendu, M. Vandervelde n'argumente pas, il ne démontre pas, il affirme.

Il interroge:

Quelles sont les preuves? Sémionov, rien que Sémionov, un provocateur, un assassin. (Le Peuple du 2 juillet.)

Et, à son signal, le chœur bien stylé des laquais de la contre-révolution reprend l'impressionnant refrain :

Toute l'accusation repose sur l'assassin, sur le provocateur Sémionov.

Ces mensonges, si grossiers, vous font sourire de mépris, camarades. Et pourtant, sachant que la classe ouvrière européenne, étourdie par ces clameurs, est troublée par elles, nous ne pouvons pas les négliger, nous devons répondre à la double affirmation de M. Vandervelde:

Est-il vrai que Sémionov soit un provocateur? Est-il vrai que toute l'accusation repose sur lui? Que sont en général les accusés du second groupe?

Des misérables, nous apprend M. Vandervelde, qui, pour racheter leur vie, ont trahi leur Parti, pris du service chez leurs adversaires, accepté des places dans la police politique communiste. (Le Peuple).

Qu'est-ce en particulier que Sémionov?

Aucun passé révolutionnaire. Mis en prison, il en sort bientôt membre du Parti Communiste. Pendant la guerre contre la Pologne, il fut employé par la Tchéka. Il dénonce pour sauver sa vie.

Autant d'affirmations, autant d'injures, autant de mensonges. A ces calomnies, il suffit d'opposer les faits.

On vous a déjà fait connaître les accusés du second groupe. Ils n'ont pas, comme M. Vandervelde, profité de la Révolution. Ils lui ont consacré leur vie. Ils ont lutté et souffert pour elle. Il n'est pas un Parti vraiment révolutionnaire qui ne vomirait M. Vandervelde. Il n'en est pas un qui ne serait honoré de compter ces hommes parmi ses membres.

Permettez-moi de revenir en quelques mots sur Sémionov et Stavskaia. Sans commentaires, je me bornerai à résumer des faits indiscutables et que personne ici ne songe d'ailleurs à discuter.

Fanny Stavskaia est née dans le Gouvernement de Grodno. Elle a 31 ans. Elle est la fille d'un modeste employé de commerce. A 12 ans, elle est apprentie modiste. Elle sera plus tard ouvrière d'usine, puis blanchisseuse. Son sort est celui de milliers et de milliers de jeunes prolétaires russes. L'existence misérable, humiliée, de ceux qui l'entourent, ouvriers, artisans, paysans, la classe très rapidement parmi les révoltés. Quand la Révolution de 1905 éclate, elle a 14 ans. Déjà elle est anarchiste, liée à un petit groupe organisé par un vieux militant. Ce groupe crée une typographie clandestine, publie un petit journal illégal. En 1906, à 15 ans, Stavskaia est arrêtée pour la première fois, Libérée bientôt, elle reprend le travail révolutionnaire. Traquée de nouveau, elle doit abandonner sa famille, sa ville. En novembre 1907, elle s'enfuit à Ekaterinoslav. Elle y fait la connaissance d'anarchistes internationalistes notoires, de Taratouta, de Grossman, etc... Elle participe à plusieurs attentats torroristes fameux, notamment contre le général Rennenkampf, gouverneur militaire d'Odessa, puis contre Kingberg, gouverneur d'Ekaterinoslav. Pendant la préparation de ce dernier attentat, presque tous ses amis sont arrêtés. Avec Taratouta, elle prépare l'évasion des prisonniers. Il s'agit de faire sauter la gendarmerie, puis de donner l'assaut à la prison, tandis que les prisonniers, à qui on a fait passer des armes et des explosifs, combattront de leur côté. A la veille de la bataille, elle est arrêtée. Elle porte une bombe et un browning. (Oui, monsieur Wauters, cette modiste est armée d'une bombe et d'un browning. Comme nous sommes loin du boulevard Anspach et même du Parti ouvrier belge!) Stavskaia s'excusait auprès de moi de ne pas s'être servie de ces armes contre les gendarmes qui l'arrêtaient : « J'étais accompagnée par mon père et par mon oncle, m'expliquait-elle. Je n'ai pas osé risquer leur vie, »

Stavskaia a alors 17 ans. Son procès, c'est un procès célèbre, le procès des 102, par lequel le tzarisme tenta de liquider l'anarchie.

A cause de sa jeunesse, de sa grâce, de son doux stoïcisme, Stavskaia en est l'héroïne. Elle est condamnée à 20 ans de travaux forcés. Enfermée à 8 juin 1908, elle est délivrée 9 ans après par la Révolution. En 1912, à la prison de Riga, elle rencontre des S. R. Elle lit leur littérature. Elle entre dans leur Parti. Après sa libération, en 1917, elle participe activement à toute leur activité. Vous connaissez trop cette période de son existence pour que j'insiste.

Au commencement de 1919, Stavskaia, qui appartient à la minorité gauche du Parti S. R., au groupe Narod (Peuple), dont elle est secrétaire, lutte avec ce groupe, et de plus en plus énergiquement, contre les tendances révolutionnaires petites-bourgeoises du Parti.

Comme le disent tous les camarades, elle n'est pas seulement le dévouement, le sacrifice. Elle a un jugement sain, un esprit admirablement équilibré, une intuition politique remarquable.

'Au mois d'octobre 1919, le groupe Narod, qui collabore depuis plusieurs mois déjà avec les Soviets, mobilise ses membres dans l'Armée rouge contre Dénikine, qui avance sur Moscou, qui est aux portes de Toula. Le Comité Central du Parti S. R., qui préfère une fois de plus la dictature blanche de Dénikine à la dictature rouge du prolétariat, proteste contre l'appui donné par sa minorité gauche aux

Soviets. Le 30 octobre 1919, le groupe Narod sort du Parti. Depuis cette époque, Stavskaia n'a pas cessé de travailler dans les organisations soviétistes. Elle a occupé une place importante dans l'organisme central des syndicats.

Elle travaille avec les Soviets en 1919, 1920, 1921. Elle ne révèle rien. Elle ne dénonce personne.

C'est seulement au printemps 1922 qu'appelée chez le juge d'instruction, à la suite des révélations de Sémionov, qui a cité son nom dans sa brochure, elle dit ce qu'elle sait sur les faits auxquels elle a été mêlée. Comme les autres accusés du second groupe, c'est-à-dire comme les anciens S. R. qui ont cessé d'être contre-révolutionnaires et sont passés au camp de la Révolution, rien de plus et rien de moins. Elle comprend que l'existence même de son ancien Parti devenu visiblement l'instrument de la réaction, est un grave péril pour la Révolution. Il faut le démasquer, le liquider au plus tôt.

Parmi les hautes figures d'ouvrières révolutionnaires que la Russie offre à l'admiration du monde, il n'en est pas de plus attachante, de plus séduisante, de plus noble que celle de Fanny Stavskaia, si grande dans sa simplicité.

Et c'est cette femme admirable que M. Vandervelde s'est efforcé de salir. Pouah! le vilain homme. Passons.

Grégoire Sémionov a 31 ans. Il est ouvrier électricien. Depuis 1905, depuis l'âge de 14 ans, il n'a pas cessé d'être mêlé au travail révolutionnaire. Comme il le dit lui-même plaisamment, toujours au travail illégal, sauf pendant ses périodes de prison.

Regardez-le et vous le connaîtrez immédiatement. C'est moins un cerveau qu'une machine musculaire exceptionnellement robuste et agile au service d'une volonté de fer. Il n'est, il ne peut être ni un doctrinaire, ni un homme de cabinet, ni un orateur. Petit, trapu, vif, débordant de force physique, téméraire, aimant le danger pour le danger, enthousiaste et froid, volontaire et passionné, inquiétant parfois

parce que hors des normes, il fut et sera toujours ce qu'il est, un terroriste.

Anarchiste et S. R., ses aptitudes naturelles le font utiliser dans ces deux partis comme terroriste.

Sa lente évolution de l'anarchie au socialisme révolutionnaire, puis du socialisme révolutionnaire au communisme, c'est celle de Stavskaia, celle de milliers et de milliers d'excellents révolutionnaires russes. Evolution connue, étudiée, classique. Ce n'est pas devant vous que j'aurai besoin d'en analyser les causes. Fréquente dans les milieux prolétariens. Rare dans les milieux bourgeois. Et cela s'explique aisèment.

En ces trois étapes, le révolté parcourt la route qui mène de l'utopie à la réalité.

Anarchiste, socialiste révolutionnaire, communiste, toujours révolutionnaire, Sémionov ne se satisfera jamais d'un travail de propagande ou d'administration. Il lui faut une vie physiquement active et dangereuse. Dès qu'il collabore avec les Soviets — il sert avec une loyauté, un dévouement, un héroïsme auquel on a rendu hommage — tantôt sur le front, tantôt à l'arrière du front, tantôt à l'étranger, toujours chargé de missions où son audace ingénieuse fait merveille.

« Ce jeune, dit dédaigneusement M. Vandervelde; ce gamin, appuie le bon M. Wauters, n'a aucun passé révolutionnaire. »

Evidemment, monsieur Wauters, son passé révolutionnaire n'est pas le vôtre. Mais tout de même...

Sémionov a été emprisonné en 1907, à 16 ans, pour participation à l'action révolutionnaire en Lettonie. En 1908, à 17 ans, il est arrêté de nouveau, déporté pendant deux ans dans le Gouvernement d'Arkhangel. Son temps de déportation expiré, rentré dans les pays baltes, il est arrêté de nouveau. Peu de temps après, il émigre en France, où il demeure jusqu'en 1915.

Je ne reviens pas sur l'activité inouie et toujours

désastreuse déployée par lui depuis février 1917 jusqu'à sa séparation du Parti S. R., sur les preuves de courage, d'aptitudes organisatrices, de décision qui lui valurent, tous le reconnaissent, l'absolue confiance du Comité Central du Parti S. R. Vous connaissez parfaitement cette phase de son existence. Je n'y insisterai pas.

Sémionov s'est trompé. Plus exactement, il a été trompé sur les conséquences réelles, sur le but de son activité déplorable. En faisant ce qu'il fit, il crut travailler pour la Révolution. Après ces longs débats, après la plaidoirie du camarade Choubine, vous savez que cet homme est un véritable révolutionnaire, uniquement déterminé dans tous ses actes, par des mobiles révolutionnaires.

Mais pourquoi a-t-il dénoncé?

Voyons quand il a dénoncé. Ceci éclairera cela.

M. Vandervelde affirme que Sémionov a dénoncé par lâcheté.

Il paraît oublier qu'en dénonçant les autres Sémionov s'est dénoncé le premier, faisant peser sur sa tête les plus lourdes responsabilités.

Mais, pourquoi discuter ce qui n'en vaut pas la peine. Oser prétendre que cet homme qui depuis 15 ans a constamment risqué sa vie pour la Révolution a pu trahir par peur de la mort, c'est plus qu'une infamie, c'est une sottise.

S'agit-il d'un homme ayant donné moins de preuves de son courage et de son dévouement à la Révolution que l'examen des faits suffirait à prouver la stupidité d'une telle calomnie.

En septembre 1918, Sémionov est arrêté par le pouvoir des Soviets. A cette époque terrible, quelques jours après l'attentat sur Lénine, il est accusé de faits graves. Sa tête est en jeu. Il ne dénonce pas. Il est libéré 9 mois après par application d'une loi d'amnistie concernant plus spécialement les S. R.

De nouveau, pendant l'automne 1919, il est arrêté,

maintenu en prison pendant quelques semaines. Il ne

dénonce pas.

Depuis plusieurs mois déjà, il collaborait, comme tous les membres de la minorité gauche du Parti S. R., avec les Soviets. En automne 1919, peu après sa libération, il est, comme un grand nombre d'autres membres de son groupe, mobilisé par ce groupe et mis à la disposition du Conseil Révolutionnaire de Guerré. Il représente sur le front sud le Bureau central du groupe Narod.

En 1920, pendant la guerre russo-polonaise, mandaté de nouveau par son groupe, il est envoyé par le Conseil Révolutionnaire de Guerre à l'arrière du front polonais, en mission spéciale. Arrêté par l'ennemi, près d'être fusillé comme espion, il cherche, son devoir et son intérêt l'y contraignent, à s'échapper. Le rôle capital qu'il a joué en 1918 dans les organisations terroristes du Parti S. R. lui permet d'attirer l'attention, puis l'intérêt de Savinkov. Usant d'une ruse de guerre, légitime, il trompe Savinkov, il parvient à échapper au peloton d'exécution, il rentre en Russie, rend compte de sa mission. Toujours investi de la confiance de ses chefs, il repart bientôt à l'étranger.

Depuis plus de deux ans déjà, Sémionov collabore avec les Soviets. Convaincu par l'expérience de la rectitude de la ligne politique suivie par le Parti Communiste, il a subi, avant de s'éloigner du Parti S. R. et depuis qu'il s'en est séparé, la transformation qu'ont subie depuis novembre 1917 les meilleurs éléments prolétariens des partis socialistes menchévik et Socialiste Révolutionnaire, Suivant l'exemple de milliers, de dizaines de milliers de travailleurs, Socialistes Révolutionnaires et menchéviks, il songe à entrer et il entre finalement, après beaucoup plus d'hésitations que la plupart de ses camarades, dans le Parti Communiste.

M. Vandervelde ose affirmer que Sémionov est entré au Parti Communiste et qu'il a dénoncé les S. R. aussitôt après être sorti de prison, c'est-à-dire à la fin du printemps 1919. Et cette affirmation est en effet indispensable à la vraisemblance de la thèse soutenue par M. Vandervelde.

Malheureusement pour cette thèse et pour son ingénieux mais peu scrupuleux auteur, ce n'est qu'en janvier 1921, une année et demie après sa sortie de prison, que Sémionov entre au Parti Communiste. Et c'est en décembre 1921, deux années et demie après sa sortie de prison, une année après son entrée au Parti, qu'il fait ses révélations.

L'activité révolutionnaire soviétiste qu'il a déployée depuis 1919 fait que, quoi qu'en dise M. Vandervelde, on ne pose à l'entrée de Sémionov dans le Parti aucune condition spéciale, pas plus qu'on n'en posa jamais aux anciens membres des partis menchévik ou S. R. ayant subi l'épreuve d'un stage prolongé sur les fronts révolutionnaires. Au contraire, et comme il est d'usage pour les anciens membres de ces partis. Sémionov est autorisé à ne pas participer à la lutte directe contre les S. R. et les menchéviks et spécialement à ne pas travailler dans la Tchéka.

A cette époque, par conséquent, Sémionov ne fait aucune révélation. Il éprouverait d'une part quelque répugnance. Il est encore imprégné de préjugés, de sentimentalité petite-bourgeoise. Et d'autre part, il n'apercoit pas la nécessité d'une dénonciation. Il sait que le Parti S. R. se désagrège, qu'il n'a plus d'influence sur les masses, que son aile droite travaille ouvertement avec la réaction, que son aile gauche presque toute entière a repoint le Parti Communiste, qu'il ne reste plus, de ce corps puissant que fut le Parti S. R., vidé de sa substance vitale, de sa moelle, de sa chair et de ses muscles, qu'un squelette fragile.

Mais en 1921, Sémionov réside à l'étranger. Sa conscience communiste s'est développée. Son idéologie petite-bourgeoise s'est affaiblie. Il se rend compte enfin que le Parti S. R., force négligeable en Russie, demeure à l'étranger le centre de ralliement, le point d'appui de tous les éléments révolutionnaires.

Chaque jour, en Allemagne et ailleurs, il constate dans les journaux de Tchernov et des délégations S. R. les attaques acharnées poursuivies contre la Révolution russe. Il comprend que ces attaques, menées par un Parti encore considéré par l'Europe bourgeoise et même socialiste comme le seul grand Parti qu'on puisse opposer aux Communistes, augmentent l'audace de la contre-révolution internationale.

Il sent la nécessité de crier la vérité, de démasquer les chefs de son ancien Parti, cet état-major sans troupes, ces traîtres qui ont tourné le dos à la Révolution, qui la détestent et qui voudraient l'assassiner.

Après bien des hésitations, bien des luttes inté-

rieures, il dénonce, en décembre 1921.

Relisons la préface de la brochure où sont conte-

nues ses premières révélations.

Après une crise morale des plus pénibles, je me suis enfin décidé à publier ces souvenirs, c'est-à-dire à jouer le rôle traître envers le Parti auquel j'ai été étroitement lié durant les dernières années et

auquel j'ai consacré toutes mes forces...

Le Parti socialiste révolutionnaire, j'en ai aujourd'hui la conviction profonde, n'a cessé, depuis le début de la Révolution de février, de jouer un rôle contre-révolutionnaire. Constamment, au moyen des canons et des mitrailleuses, il a, selon l'expression de Victor Tchernov, tiré la classe ouvrière en arrière. Il a eu recours à des méthodes indignes d'un Parti socialiste.

Mes souvenirs ouvriront les yeux à tous les travailleurs sur le rôle véritable du Parti socialiste révolutionnaire dans sa lutte contre le peuple russe. Aux simples militants du Parti, ils dévoileront ce qu'est réellement le Comité Central du Parti socialiste révolutionnaire et quelle est sa moralité.

Tout révolutionnaire honnête, après avoir lu mes mémoires, comprendra que j'ai été obligé de les publier. Quant à moi, je n'ai pas le moindre doute à

ce sujet.

Je suis persuadé que mon geste facilitera le passage dans le camp de la Révolution à ceux des socialistes révolutionnaires qui ont compris qu'ils ne sont que des jouets dans les mains de quelques po-

liticiens, mais qui n'ont pas le courage de rompre ouvertement avec leur Parti, de reconnaître leurs erreurs et de se rallier loyalement à ceux qui combattent sincèrement pour la Révolution.

Cette préface, si émouvante dans sa simplicité, éclaire la psychologie de Sémionov de façon assez vive pour que nous ne nous attardions pas davantage à balayer les ordures accumulées contre lui par M. Vandervelde.

Entraîné par la logique de son système de défense, celui-ci ose présenter Sémionov comme le seul appui de l'accusation, ignorant systématiquement la longue série des témoignages et l'abondance extraordinaire des documents qui confirment rigoureusement, complètent et aggravent les révélations de ce premier accusateur.

Sémionov écrivait dans sa brochure :

Il se peut que mes mémoires renferment quelques lacunes ou de légères inexactitudes... Mais en ce qui concerne les faits essentiels, la vérité de mon exposé ne saurait être mise en doute.

Non seulement les débats ont établi l'exactitude des faits essentiels révélés par Sémionov, mais ils ont apporté la preuve de bien d'autres crimes à la charge des accusés.

En donnant au prolétariat la possibilité de démasquer définitivement les S. R., Sémionov et les accusés du second groupe ont bien mérité de la Révolution.

Remercions-les et plaignons-les.

Nous imaginons aisément après quels déchirements intérieurs, après quelles luttes tragiques, ils se décidèrent à accuser leur ancien Parti. Ce devait être et ce fut pour eux une souffrance atroce. Mais l'attitude prise par leurs anciens camarades au cours des débats, les regrets insensés exprimés par eux de n'avoir pu faire saigner davantage le peuple révolutionnaire, enfin la résolution hautement affirmée par les chefs du Parti S. R. de poursuivre contre la République des Soviets une lutte sans merci (résolution qui ne fut que faiblement atténuée hier par des déclarations équivoques) ont manifesté avec éclat la nécessité du devoir qui s'imposait aux « dénonciateurs ». Parmi les accusés du second groupe, il n'en est plus un seul qui souffre ou seulement qui regrette encore d'avoir lancé contre ces ennemis implacables la dénonciation, cette « arme sacrée » que glorifiaient les Jacobins.

Cette blessure qu'ils portaient au cœur est à jamais cicatrisée. Mais il en est une autre, plus profonde, qu'ils croyaient fermée et qui s'est rouverte devant nous.

En s'arrachant au Parti S. R., en s'enrôlant dans les régiments de l'armée soviétiste, puis en s'accusant et en dénonçant, en offrant ainsi à la justice révolutionnaire la liberté et la vie de leurs anciens compagnons de lutte en même temps que leur propre liberté et leur propre vie, Sémionov, Stavskaia, leurs amis, avaient écarté de leur poitrine le poids écrasant des années maudites pendant lesquelles un destin cruel les condamna, eux révolutionnaires, à enfoncer dans les entrailles de la Révolution le poignard des parricides.

Au prix de tels sacrifices, ils espéraient avoir conquis à jamais le droit de respirer librement.

Je les voyais d'abord, dédaigneux des calomnies, prêts à supporter sans plainte une condamnation que certains jugeaient peut-être rédemptrice, sûrs d'avoir payé leur dette à la Révolution, confondus avec tous les nôtres dans une même haine des ennemis, dans une même foi en l'avenir, calmes et sereins comme s'ils eussent été étrangers à ces débats, comme s'ils eussent oublié leur passé, comme si ce passé fut mort.

Mais à mesure que les audiences se déroulaient, à mesure qu'était évoquée la longue suite des crimes perpétrés par le Parti S. R. contre la classe ouvrière russe, les intrigues et les actes de terreur, les complots et les insurrections, la guerre civile et l'invasion étrangère, à mesure que se dressait devant nous la Révolution militante, si pâle, si maigre, si faible, si

douloureuse, à mesure que s'étalaient sous nos yeux, une à une, les mille plaies saignantes de son pauvre corps martyrisé, j'ai vu le front des accusés s'assombrir et l'anxiété crisper leur visage. Et quand nous revécûmes en ses moindres péripéties le plus monstrueux de ces forfaits, l'attentat dirigé contre l'homme dont l'âpre génie domine le siècle, contre le guide bien-aimé du prolétariat mondial, quand nous songions tous que jusqu'à cette heure la classe ouvrière n'est pas soulagée encore de l'effroyable angoisse que font peser sur elle, depuis quatre ans, deux balles empoisonnées par les S. R., j'ai vu dans les yeux de Sémionov, de Stavskaia, de tous leurs amis, leur passé, leur lourd passé, qui ressuscitait.

Hélas! Ils doivent laisser toute espérance. Ce passé

les obsédera jusqu'à la fin.

Plaignons-les, camarades. Et lorsque vous rendrez votre jugement, n'oubliez pas qu'à des hommes brûlant d'amour passionné pour la Révolution, nulle expiation ne saurait être aussi terrible que le remords inexpiable des blessures portées par eux-mêmes à la Révolution.

Camarades, nous avons comparé les Socialistes Révolutionnaires aux Girondins. Ce sont les mêmes hommes. Ils ont commis les mêmes crimes. Mais les Jacobins eurent la sagesse et la décision de déployer contre leurs ennemis une vigueur foudroyante que les Bolchéviks n'imitèrent pas assez tôt.

Nous aurions moins de crimes à reprocher aux S. R. et la Russie aurait moins souffert de ces crimes, si une fausse sensibilité n'avait pas soustrait aux prisons où ils avaient été jetés au début de la Révolution ces hommes néfastes, si dès le premier acte de conspiration, ils eussent été mis sans retard et à jamais hors d'état de nuire.

Vis-à-vis de ses ennemis, proclamait Robespierre, la Révolution n'a qu'un devoir, celui de les écraser. Si le Pouvoir des Soviets, après avoir arrêté certains des chefs du Parti S. R. n'avait pas eu la faiblesse d'être clément, la naïveté de leur faire crédit et de leur rendre la liberté, la victoire révolutionnaire eut été plus rapidement, plus complètement et moins chèrement obtenue.

La main qui a ouvert la porte de la prison où se trouvaient un Aksentieff et un Gotz a arraché la vie à des milliers d'ouvriers et de paysans révolutionnaires russes.

Connaissant le passé du Parti S. R., il était facile

de prévoir son avenir.

Marx, Plékhanov, Lénine et avec eux les meilleurs révolutionnaires de Russie l'avaient prévu et annoncé.

Les véritables prophéties, si étonnamment précises, que Lounatcharsky faisait passer l'autre jour sous nos

yeux se sont réalisés.

Le jour même de sa naissance, le 7 novembre 1917, la jeune Révolution, solidement appuyée sur les masse prolétariennes et paysannes et sur l'armée, vit se dresser contre elle, aux côtés de ses ennemis nés, l'aristocratie et la bourgeoisie capitaliste, la petite bourgeoisie citadine et villageoise groupée sous le drapeau du Parti Socialiste Révolutionnaire.

Ce Parti qui, après la Révolution de Février, avait une influence prépondérante dans le Gouvernement Kérensky et dirigeait en fait les affaires publiques, qui avait réuni une écrasante majorité aux Soviets de Pétrograd, de Moscou et de la plupart des villes, qui couvrait toute la Russie d'organisations puissantes, perdit rapidement la confiance des masses, non point à cause de la démagogie des communistes, comme le prétendait plaisamment un accusé, mais parce que, dès cette époque, manquant et mentant à son nom et à son programme, il démontra qu'il n'était ni socialiste, ni révolutionnaire.

Par sa coalition avec la bourgeoisie libérale, par sa politique hésitante dans les questions essentielles pour les travailleurs, dans la question industrielle, dans la question agraire, dans la question de la paix, il avait manifesté son impuissance fondamentale à diriger la Révolution.

Il montra bientôt qu'il était également incapable de la protéger.

Après l'échec de l'aventure du général Kornilov, à la fin de l'été 1917, les monarchistes, encouragés par l'inertie de Kérensky et forts de la complicité de plusieurs ministres, préparèrent ouvertement un nouveau complot contre la République.

Pris entre la réaction armée et la Révolution qui s'armait, le Gouvernement provisoire, définitivement provisoire, et qui était trop S. R. pour devenir définitif, ne sut pas choisir. Il fallait décider. Il pérora. Il fallait agir. Il attendit.

Les puissances de l'Entente, pleines de mépris pour les bavards du pré-Parlement, soutenaient officiellement le Parti de la restauration. Toutes les dispositions étaient prises et l'offensive monarchiste allait être déclenchée quand, brusquement, l'irrésistible contre-offensive, organisée et dirigée par les Bolchéviks, vint anéantir les plans de la contre-révolution.

Les Bolchéviks avaient senti l'imminence et la gravité du péril. Soutenus par une foi invincible dans les destinées de la classe ouvrière, liés étroitement et profondément avec elle, ils comprirent la nécessité de la soulever immédiatement.

Ce sera l'impérissable gloire du Parti Bolchévik et spécialement de ses deux chefs. Lénine et Trotsky, d'avoir empoigné avec audace le gouvernail du navire en péril, d'avoir sauvé, malgré les assauts des partisans de l'ancien régime et l'inertie du Gouvernement provisoire, les conquêtes de la Révolution de Février, d'avoir rempli enfin, jusqu'au bout, leur mission d'avant-garde du prolétariat. En prolongeant et en approfondissant l'action des masses, en les entraînant à la lutte totale contre la bourgeoisie, en transformant l'insurrection politique en un mouvement de transformation sociale, les Bolchéviks firent réaliser à la Révolution un formidable bond en avant.

Pendant ce temps, les ministres S. R., terrorisés, bayardaient toujours, avant de fuir.

Aksentiev, que je voyais dans la soirée du 6 novembre, me donnait rendez-vous pour le lendemain chez Kérensky. Et comme je lui objectais: « Mais l'insurrection bolchévik est annoncée pour demain? » Il me répondait dédaigneusement, avec un doux sourire: « Toutes nos précautions sont prises. »

Ces hommes ne comprenaient rien. Ils ne voyaient

rien. Ils ne prévoyaient rien.

Leurs derniers discours nous montrent qu'ils n'ont

pas changé.

Au moment où éclate l'insurrection, les S. R. éperdus, stupéfaits, dépassés à jamais par l'élan politique des masses révolutionnaires, ont perdu déjà l'immense majorité de leurs contingents. Avec un instinct très sûr de la situation politique, la classe ouvrière a compris que les Bolchéviks sont les guides qu'il faut suivre. Avec cette rapidité toute prolétarienne à passer de la réflexion à l'action, elle les suit.

Le Parti S. R. conserve cependant des forces importantes dans son milieu naturel, dans la petite bourgeoisie des villes, parmi les paysans aisés et certains éléments de la classe ouvrière.

A cette époque, le Parti Menchévik s'est effondré déjà. En face du Parti Bolchévik, le Parti S. R. demeure la seule organisation représentant ou parais-

sant représenter les masses.

C'est un Parti hors classes, confus, bigarré, quelque chose comme ce plat composite qu'on désigne en Occident sous le nom de salade russe. Toutes les classes y sont confondues. On y voit de grands et de moyens bourgeois. Ils composent l'état-major. Des intellectuels petits-bourgeois, ce sont les cadres subalternes. Enfin des paysans et des ouvriers qui forment les troupes.

Réduits à leurs seules forces, les partis purement bourgeois, monarchiques et libéraux, résolus à résister contre l'insurrection ouvrière et à l'abattre, n'auraient pas pu songer à entamer la lutte. Ils n'avaient qu'un espoir, le maintien de la coalition qui unissait depuis six mois les S. R. et les cadets. C'était la seule arme qui pouvait leur permettre d'assassiner la Révolution prolétarienne.

En ces heures critiques, l'attitude du Parti S. R. avait donc une importance essentielle. Elle devait déterminer la plus ou moins grande énergie de la résistance opposée au Gouvernement ouvrier et paysan.

S'il eût été vraiment un parti socialiste et révolutionnaire, d'enthousiasme, d'instinct, le Parti S. R. eût marché à l'insurrection comme le soldat marche au canon. Mais, dans les circonstances décisives, les partis politiques ne sont déterminés ni par leur étiquette, ni par leur programme. Ils obéissent à la logique de leur substance, ils agissent conformément à leur contenu, à leur composition, à la classe qu'ils représentent.

Depuis six mois, le Parti S. R., installé au pouvoir, avait manifesté en toutes occasions ses tendances petites-bourgeoises. Il les affirma de nouveau.

Dans son IV° Congrès, réuni deux semaines après la Révolution, il parut décidé à rompre avec sa tactique antérieure et prêt à rejoindre le prolétariat en bataille. Dans une résolution votée par ce Congrès, il constate:

Que le Comité Central a contribué à ruiner la confiance des masses dans le Parti, dans ses buts et dans ses chefs.

Que la Révolution actuelle est l'œuvre du peuple laborieux, qu'elle perce la première brèche dans la forteresse de la propriété et du droit bourgeois.

Enfin la même résolution condamne la coalition avec la bourgeoisie, coalition dont le Parti venait de faire la triste expérience sous le ministère Kérensky.

Le Parti S. R. paraissait comprendre comment se posait le problème.

Avec les ouvriers et les paysans contre la bour-

geoisie, ou bien avec la bourgeoisie contre les ouvriers et les paysans.

Mais, toujours, dans ces partis petits-bourgeois, menchévik et S. R., la situation économique d'une classe oscillant perpétuellement entre la bourgeoisie et le prolétariat, se traduit par des hésitations, par des flottements, par la phobie des situations nettes et des responsabilités, par l'amour des compromis, par des sauts en avant et par des bonds en arrière. Cette reconnaissance solennelle mais purement verbale des erreurs passées, ce superbe programme d'action révolutionnaire devait donc rester et resta sur le papier, comme devaient y rester et y restèrent dans la suite la plupart des déclarations pompeuses qui vous ont été lues à cette barre et à l'aide desquelles les accusés, opposant cette politique apparente, la politique des mots, à leur politique réelle, la politique des faits, ont tenté de se justifier.

Sans lien réel avec les masses, en ayant le dédain et la frayeur, le Parti S. R., je veux dire son étatmajor, ne pouvait pas logiquement aller sincèrement vers elles.

Que pouvait-il faire?

Demeurer neutres? Les S. R. l'auraient tenté. Mais, pendant que la bataille fait rage, il est impossible de maintenir une armée politique dans la neutralité. L'incertitude ne pouvait pas se prolonger. Le Parti S. R. fut entraîné par le développement logique des événements. Il oublia son étiquette socialiste et révolutionnaire. Il se souvint qu'il était dans son essence une organisation de la petite-bourgeoisie, créée et dirigée par elle et pour elle. Il tourna le dos à la Révolution prolétarienne. Il s'unit à la classe bourgeoise et commença la lutte pour la défense des intérêts bourgeois, pour la création d'un Etat bourgeois capable de sauvegarder la propriété bourgeoise.

Ainsi, dès novembre 1917, le Parti S. R. rompt avec la Révolution. Il passe au camp des ennemis. Il n'en sortira plus. Il apporte à la bourgeoisie les restes d'une ardeur qui tombe et d'un prestige qui s'éteint. Il lui apporte surtout et son nom, d'un puissant effet pour l'exportation, son masque socialiste, qu'elle saura utiliser très adroitement en Russie et à l'étranger. La bourgeoisie apporte aux S. R. son habileté aux affaires. Elle leur ouvre ses coffres-forts. Elle présente ces Messieurs, doublement éblouis, et comme socialistes et comme révolutionnaires, au tout-puissant capitalisme étranger, dont ils seront désormais et dont ils demeurent jusqu'à ce jour — consciemment ou inconsciemment — les très fidèles et très obéissants serviteurs.

Le bloc contre-révolutionnaire est formé. Il déclare immédiatement la guerre au Pouvoir des Soviets, c'est-à-dire à la Révolution russe et à la Révolution mondiale.

Il suffit de parcourir les différents chefs d'accusation résumant en somme l'activité du Parti S. R. depuis le début de la Révolution. Toute cette activité en effet n'est qu'un crime ininterrompu contre les travailleurs de Russie. Le bien-fondé de ces accusations a été surabondamment démontré par les débats. Et nous avons pu mesurer l'étendue du mal fait à la Révolution prolétarienne par le Parti S. R.

(Ici, le camarade Sadoul examine rapidement les différents chefs d'accusation, examinés avant lui par le camarade Boukharine, puis il continue.)

Camarades, l'impression que laisse la simple énumération de tant de forfaits est une impression accablante. L'Histoire n'offre pas l'exemple d'un Parti prétendant s'appuyer sur le peuple et qui ait poursuivi d'une haine aussi passionnée la Révolution populaire, qui se soit acharné avec tant de férocité sur elle, qui lui ait porté tant de coups.

Avant-hier encore, les accusés osaient invoquer contre le Parti Communiste la situation malheureuse de la Russie. Ils raillaient la politique de concessions à laquelle cette situation nous a contraints. Est-il possible qu'ils soient inconscients au point de ne pas comprendre encore qu'ils portent la responsabilité de la désorganisation économique, de la misère et de la famine. C'est leur avocat, ami, allié et complice Vandervelde qui le reconnaît lui-même:

C'est la politique du blocus, du fil barbelé, des interventions militaires, qui a causé, à des populations qui n'en pouvaient mais, d'intolérables souffrances, qui a aggravé, dans des proportions que je ne soupçonnais pas, les maux causés par la grande guerre.

Oui, c'est la politique du blocus, du fil de fer barbelé, des interventions militaires qui a plongé la Russie dans l'état effroyable où elle se débat actuellement. Et qui donc porte la responsabilité de cette politique, sinon M. Vandervelde, M. Clemenceau, M. Lloyd George, et, plus qu'eux tous, les partis contre-révolutionnaires, et par-dessus tous les autres, le Parti S. R. ?

N'est-ce point le Parti S. R. qui, directement ou par l'intermédiaire de ses alliés bourgeois, a fait appel à l'invasion étrangère, qui lui a ouvert les frontières, qui, partout, à Arkhangel, sur la Volga, en Sibérie, dans le Sud, s'est fait son espion, son fourrier, son héraut, son esclave? Et qui donc, sinon les S. R., aurait pu les introduire en Russie?

Si inquiétante que fût la Révolution russe pour les nations capitalistes, les Gouvernements de l'Entente, quelle qu'en fût leur envie secrète, n'auraient pas osé intervenir dans les affaires intérieures de la Russie s'ils n'avaient pas été appelés par les factions contre-révolutionnaires.

Et ces Gouvernements à étiquettes démocratiques savaient bien, d'autre part, que, non seulement, il leur serait impossible de déclarer la guerre au peuple russe pour crime de lèse-capitalisme, pour crime de Révolution, mais encore qu'ils ne parviendraient pas à faire admettre par leurs peuples une intervention armée uniquement basée sur les cris de désespoir des bourgeois dépossédés.

De toute nécessité, il fallait une raison, plus exactement un prétexte plus sérieux. Ce prétexte, ce fut l'appel adressé, par le Parti S. R. et par ses complices bourgeois, à l'appui financier puis militaire des Alliés.

Combien de fois les représentants de l'Angleterre, des Etats-Unis, de l'Italie, ceux de la France surtout, le chef de la Mission française, le général Niessel, l'ambassadeur M. Noulens, tandis que je leur reprochais les criminels préparatifs d'intervention, que je combattais et que je m'efforçais de retarder, combien de fois m'ont-ils riposté triomphalement: « Nous venons en Russie appelés par le peuple russe. C'est le Parti le plus aimé des masses, le Parti qui avait la majorité des sièges dans l'Assemblée Constituante, c'est le Parti Socialiste Révolutionnaire qui sollicite notre secours. »

Vous savez quel mépris avaient les diplomates de l'Entente pour les chefs du Parti S. R. Sans illusions sur leur clairvoyance et sur leur valeur politique, non plus que sur l'influence réelle qu'ils avaient conservée sur les masses, ils les considéraient comme des instruments maladroits mais nécessaires.

Le Parti S. R. était le prétexte dont se couvrait l'intervention. Mais il était entendu que, les Soviets étant renversés, le régime de dictature qui lui succéderait serait essentiellement bourgeois. M. Clemenceau, notamment, était résolu en effet à restaurer la monarchie en Russie.

Les Russes! Ces cochons de Russes, s'écriaient en chœur MM. Noulens et Niessel, les Russes ne méritent pas autre chose.

Ces Messieurs n'ont jamais caché leurs desseins. Le Comité central S. R. ne pouvait pas les ignorer. Cette volonté de l'Entente ne peut pas être niée sérieusement, ayant été exprimée maintes fois dans des documents diplomatiques. M. Vandervelde, alors ministre du roi de Belgique, ne l'ignorait pas plus que les S. R. La Seconde Internationale et les S. R., pendant cinq ans, ne l'oublions jamais, ont tout subor-

donné, et les risques d'une restauration tzariste, et la honte de l'invasion étrangère, et les tortures et la misère du peuple russe, à l'assouvissement de la haine farouche qu'ils ont vouée aux Bolchéviks.

Oui, ils savent être implacables, ces hommes pour qui, à travers le monde, les contre-révolutionnaires de toutes nuances font appel à la générosité de leurs victimes. Dans tous les pays où ils sont arrivés au pouvoir, les S. R. et leurs semblables ont martyrisé, torturé, pendu les communistes et les révolutionnaires. Ils ont torturé et fusillé en Russie, dans ces petits gouvernements ridicules d'Oufa, de Samara, d'Arkhangel, de Sibérie, où, sous leur étiquette et aussi sous leur responsabilité, sévissait la pire réaction.

Je ne reviendrai pas sur cette démonstration que firent avec tant de force et Clara Zetkin et le camarade Pokrovsky. Il était nécessaire d'opposer aux déclamations hypocrites du Parti S. R. sur la Révolution, sur les droits de l'homme, sur la démocratie, sur la clèmence, les réalités abominables de leurs actes, de montrer que partout où ils ont régné, lls ont partagé le pouvoir avec les gardes-blancs, que, partout, ils ont arraché aux ouvriers et aux paysans jusqu'aux conquêtes les plus misérables de la Rêvolution de Février, que partout, ils ont restitué leurs privilèges aux propriétaires et aux capitalistes, que partout, valets et instruments de la contre-révolution, ils ont torturé et ils ont massacré.

Nous constatons ces faits sans surprise.

Nous savons bien que chaque classe opprimée vient à la Révolution dans l'espoir de conquérir le pouvoir. Les deux formidables secousses qui ont ébranlé et transformé le monde moderne nous avaient donné cet enseignement,

Après la Révolution anglaise, la bourgeoisie victorieuse partagea le pouvoir avec l'aristocratie foncière.

Après la Révolution française, la bourgeoisie,

d'abord contrainte de faire au peuple sa juste part, appela bientôt à son aide, contre le peuple, l'ancienne aristocratie, jusqu'au jour où, grandie, fortifiée par les insurrections de 1830 et de 1848, elle se fut assurée de la maîtrise absolue du pouvoir.

La Révolution russe nous a donné la même leçon. Il est naturel qu'une classe ne soit révolutionnaire que dans la mesure où elle tire bénéfice de la Révolution. Il est logique qu'ayant des intérêts bourgeois, des préjugés bourgeois, une propriété bourgeoise à conserver, la petite-bourgeoisie se tourne vers sa sœur aînée, la grande bourgeoisie, à l'heure où elle est ou croit être menacée dans ses intérêts, dans ses préjugés et dans sa propriété par la victoire de la classe prolétarienne.

Après s'être appuyés sur les masses pour combattre et pour renverser le tzarisme, après avoir conquis le pouvoir, les S. R. s'écartent des masses. Ils les méprisent. Ils en ont peur. Ils n'ont jamais cru et ne croient pas en elles. Leur Révolution est finie. Tout mouvement populaire, ils le considéreront désormais comme une manifestation d'anarchie. Ils sont devenus des hommes de Gouvernement. Ils constituent le Parti de l'ordre, le Parti des honnêtes gens.

Lorsque le populiste Tikhomirov constatait, évidemment avec ennui, que la bourgeoisie serait contrainte d'utiliser la classe ouvrière pour triompher de la monarchie, que « la classe ouvrière est importante pour la Révolution », Plékhanov lui répondait: « Vous vous trompez. Ce n'est pas la classe ouvrière qui est importante pour la Révolution, c'est la Révolution qui est importante pour la classe ouvrière. »

L'histoire des cinq dernières années prouve que les Communistes continuent à penser et qu'ils ont raison de penser que le prolétariat doit diriger le mouvement révolutionnaire.

La même expérience établit que les S. R., comme autrefois les populistes, considèrent, et qu'ils ont tort de considérer que le prolétariat est une classe mineure, qu'il peut être utilisé comme un instrument, mais qu'il doit être dirigé par les S. R., c'est-à-dire par les intellectuels d'origine bourgeoise, par les hommes politiques, par les hommes d'Etat.

Ils n'ont aucune confiance dans la maturité politique du prolétariat. Ils sont pénétrés de respect envers la bourgeoisie. Les derniers discours que nous ont fait entendre les accusés nous ont éclairés pleinement sur l'état d'esprit de ces singuliers socialistes, de ces étranges révolutionnaires.

Leurs erreurs ne leur ont rien appris. Ils avaient conquis le pouvoir. Ils ont montré leur impuissance à le conserver et leur indignité. Leur seul programme avait été de se maintenir. Et ils n'en ont pas été

capables.

Chassés du pouvoir, leur seul programme est de le reconquérir et, pour cela, ils ne reculent devant aucun moyen; ils désorganisent, ruinent, affament leur malheureuse patrie, cette patrie qui tient tant de place dans leur programme et qui semble en tenir si peu dans leur cœur. Pour retrouver leurs portefeuilles ministériels, ils mettent la Russie à feu et à sang.

Cette jeune République des Soviets, la seule espérance des prolétaires du monde, cette jeune et grande Révolution que l'Histoire magnifiera, ils s'acharnent à la salir, à la combattre, à la détruire.

Ils auront passé à travers cette époque prodigieuse sans participer jamais à aucune des grandes choses

qui y furent accomplies.

Alors que les éléments les plus intelligents de la bourgeoisie se rapprochent du pouvoir des Soviets, comprennent la grandeur et la solidité de son œuvre, avouent que les principaux responsables de la désorganisation économique, de la misère et de la famine ont été les ennemis de la Révolution, alors qu'ils reconnaissent que, seul, le Gouvernement ouvrier et paysan possède le prestige, l'énergie et la discipline indispensable pour mener à bien la reconstitution

de la Russie, les petits bourgeois invétérés que sont les S. R., s'obstinent dans une politique d'opposition systématique qui entraînerait, si elle avait quelque force, soit la ruine et la désorganisation de la Russie, soit son asservissement et sa colonisation par le capital étranger.

Ils ont toujours cru et — ce qui démontre le caractère incurable de leur myopie politique — ils continuent à croire que la prise du pouvoir par les ouvriers et les paysans a été une erreur historique.

Ces hommes enthousiastes, subtils, désintéressés, aimant leur Parti, croyant sincèrement servir la Révolution, apparaissent très médiocres politiques.

Sans clairvoyance, sans discipline et sans audace. Très courageux, certes, mais sans audace politique, c'est-à-dire sans capacité réelle d'action. Ils ont conservé de leurs origines petites-bourgeoises des habitudes de prudence, d'incertitude. Ils hésitent. Ils attendent. Ils discutent. Ils ergotent. Et le temps passe.

Leur couleur est purement négative, valeur d'opposition et de critique. De critique, mais non d'autocritique. Ils sont affligés d'un immense orgueil politique qui les empêche de tirer profit de leurs fautes, qui les enferme dans leurs erreurs. Nous les avons entendus hier proclamer que, depuis vingt ans, ils n'ont pas changé. Il est vrai qu'ils ont traversé deux Révolutions, vécu cette époque si riche en enseignements, sans reviser à fond aucun de leurs points de vue. Ils n'ont rien oublié et rien appris. Et ils en sont fiers!

Pourtant, ils ont un appétit très vif de domination et de gloire. C'est nier également qu'ils brandissaient contre nous la menace de l'Histoire, comme si l'Histoire était à leurs ordres.

L'Histoire, avec une majuscule, joue un rôle immense — je suis tenté de dire le premier rôle — dans la vie des chefs du Parti S. R. Rôle désastreux. Ils vivent historiquement. C'est une faiblesse à laquelle sont plus gravement exposés les hommes qui

vivent aux grandes époques. Mais en tout temps, et surtout en temps de Révolution, ce souci excessif de la postérité, du jugement qu'elle portera sur nos actes, paralyse et vicie l'action.

Depuis sept semaines, en ces audiences familières et terribles, nous avons vécu trop près d'eux pour ne pas les connaître un peu. Et j'ai la certitude que — bien plus même que la sauvegarde des intérêts de leur Parti — c'est cette idée fixe: Que dira l'Histoire? qui les a amenés à prononcer telles paroles ou prendre telles attitudes en contradiction si flagrante avec les faits, qu'on admirc en vérité ces hommes, quand on sait ce qu'ils sont et ce qu'ils valent, d'oser mentir avec tant d'héroïsme.

Ils posent devant l'Histoire, espérant sans doute y fixer une image de leur goût. Qu'ils gardent cette illusion.

Quant à nous, communistes, nous ne songeons pas à ruser avec l'Histoire ni à l'écrire. Et nous ne sommes pas assez présomptueux pour affirmer que nous la faisons.

Nous ne prétendons pas apporter dans cette enceinte la sérénité glacée des historiens. Nous ne planons pas au-dessus de la mêlée. Nous sommes des combattants. Nous avons fait des prisonniers dans la bataille. Ces prisonniers sont nos ennemis. Ils nous haïssent et le prociament.

Nous ne les jugerons pas du point de vue de l'éternité et de l'infini, mais du point de vue des intérêts prolétariens en l'année 1922.

Le Tribunal Suprême est, comme tous les tribunaux de tous les régimes — il faut être aussi impudent menteur que M. Vandervelde, ancien ministre de la Justice de la Belgique royaliste et catholique, pour le nier — le Tribunal Suprême est un tribunal de classe, organe de la classe dominante en Russie, la classe ouvrière et paysanne. Et s'il restait quelque doute sur la position de la contre-révolution adoptée par les S. R., il suffirait pour le dissiper de consta-

ter que ces hommes qui se prétendent les défenseurs des ouvriers et des paysans en sont venus à protester contre la procédure qui les fait passer devant un tribunal composé par les représentants qualifiés de la classe prolétarienne.

Accusés par le prolétariat, les S. R. sont défendus par la bourgeoisie. Et cela les condamne encore, cela prouve qu'ils ne sont plus, malgré leur étiquette anachronique, ni des révolutionnaires, ni même des socialistes.

Condamnés par l'accusation du prolétariat, condamnés par la défense de la bourgeoisie, ils l'ont été en outre à trois reprises par M. Vandervelde:

La première fois, quand il s'est chargé de les défendre, car M. Vandervelde, qui laissa massacrer dans tous les pays les révolutionnaires martyrisés par ses amis gardes-blancs et ses complices de la Seconde Internationale, ne protégea jamais que les contrerévolutionnaires. M. Vandervelde condamna encore les S. R. quand il abandonna leur défense, après avoir constaté que leur cause était perdue.

Il les condamna enfin quand il fit les déclarations que je rapportais tout à l'heure, établissant que les responsabilités de la ruine et des souffrances du peuple russe incombent, pour la plus large part à l'Entente et à ses complices les plus actifs, les S. R.

Mais ces condamnations abstraites ne sauraient suffire.

Organe du Gouvernement prolétarien, le Tribunal Suprême n'est pas le tribunal de l'Histoire. Il a des responsabilités. Il doit accomplir une double tâche immédiate et concrète.

Il doit faire ce qu'il faut.

D'abord, pour que ces ennemis de la Révolution soient mis hors d'état de nuire à la Révolution.

En second lieu pour que les souffrances supportées par le peuple russe, du fait des S. R., soient un exemple profitable aux travailleurs des autres pays. La large publicité donnée au procès des S. R. amènera ce dernier résultat.

Il est des révolutionnaires qui pensent que ces débats ne devaient pas revêtir une telle ampleur, qu'il suffisait d'écraser l'ennemi sans lui ouvrir cette tribune retentissante, sans troubler l'opinion en permettant que fussent posés à nouveau des problèmes déjà résolus, sans rallumer les querelles qui sont éteintes.

En 1918 ou en 1919, en pleine guerre civile, de telles discussions eussent en effet risqué d'énerver l'opinion.

Mais nous sommes en 1922.

L'instauration de la nouvelle politique économique et son succès prouvent que la guerre civile est suspendue.

La première partie importante et difficile de l'œuvere, l'œuvre destructrice, la destruction des institutions qui faisaient la base de la vie sociale sous l'ancien régime, cette œuvre est partiellement accomplie.

Dans la mesure où elles se rallieront au régime, la noblesse et la bourgeoisie peuvent rentrer en Russie. Elles trouveront un ordre de choses profondément transformé. Elles se trouveront en présence d'un certain nombre de faits accomplis dont elles devront, bon gré mal gré, et quoi qu'il arrive, tenir compte. Elles ne peuvent plus briser les cadres nouveaux dans lesquels la Révolution prolétarienne a enfermé la Russie. Elles sont contraintes de travailler dans ces cadres. 'Avec leur aide, sur la base des conceptions nouvelles, des conceptions apportées et imposées par les communistes, une œuvre progressive de réorganisation a commencé.

Cette œuvre lente de réorganisation continuera lentement jusqu'au jour où le prolétariat russe, dont les forces et le feu révolutionnaire furent épuisés parcinq années de souffrances et de luttes inouïes, aura reposé ses nerfs et ses muscles, jusqu'au jour où l'exemple de ses actes et la méditation de ses concepts ayant élevé le prolétariat mondial à un plus haut degré de conscience, puis l'ayant poussé à son tour dans la voie révolutionnaire, il sera possible aux ouvriers et aux paysans de Russie d'accomplir un nouveau bond en avant.

Aujourd'hui, les conditions mêmes dans lesquelles s'est déroulé ce procès, la tranquillité, nous pouvons dire l'habituelle indifférence des larges masses à l'égard des S. R., démontrent, ainsi que l'a constaté M. Vandervelde, que ce Parti ne compte plus, qu'il n'est plus rien. M. Vandervelde ajoute que les S. R. sont détestés. Il exagère. On ne déteste que les puissants.

L'autre jour, je voyais un camarade ouvrier sans parti. Son usine était en grève. J'avais lu dans la presse européenne que cette grève était un geste de manifestation en faveur des S. R. Quand je lui posai la question, il fut pris d'un large rire : « Faire la grève pour les S. R.? » Il trouvait cette idée baroque et comique au plus haut degré.

Le Parti S. R. succombe en effet sous la désaffection et le mépris des masses. S'il conserve une faible influence, c'est seulement à l'étranger où la classe ouvrière ignore généralement quelle fut son activité réelle.

C'est pour cette raison surtout qu'il était indispensable de donner à ces débats la plus large publicité, de faire la lumière complète sur les crimes du Parti S. R., de prouver sa complicité ininterrompue avec l'émigration contre-révolutionnaire et avec le capitalisme étranger, d'établir qu'il a provoqué la guerre civile et l'invasion, qu'il a été le point d'appui principal, le centre de ralliement des forces réactionnaires mondiales, liguées contre la République des Soviets, qu'en un mot, depuis 1917, toute son activité n'a été qu'une longue conspiration contre le régime prolétarien.

D'ores et déjà, la classe ouvrière russe est rensei-

gnée. Elle connaît les crimes des S. R. Elle a entendu

leur défense. Elle a rendu son verdict.

Le premier jugement, le plus équitable et le plus solennel, rendu contre les S. R., fut, en effet, celui que prononcèrent les millions d'ouvriers et de travailleurs qui défilèrent, en longs cortèges majestueux, le 20 juin dernier, dans toutes les villes de Russie.

Et quand, dans cette soirée mémorable, dans cette salle, les délégués de 500.000 ouvriers de Pétrograd et de Moscou apparurent à votre barre, quand, avec tant de dignité et de force à la fois, ils vous demandèrent la destruction d'un Parti qui a fait couler à flots leur sang, le sang prolétarien, les accusés subirent le châtiment le plus douloureux qui puisse frapper un révolutionnaire, même égaré : la malédiction de la classe ouvrière.

Ils furent consacrés ce soir-là ennemis du peuple. Camarades, vous allez prononcer votre jugement. Fidèle à l'engagement pris envers Sémionov et Stavskaia, je ne présenterai sur cette question de la condamnation qu'une observation d'ordre général.

Depuis un mois, depuis le retour de M. Vandervelde en Occident, la campagne menée par la presse bourgeoise et réformiste contre le Pouvoir des Soviets à l'occasion du procès des S. R., est plus furieuse que jamais.

Elle constitue une véritable provocation.

M. Vandervelde, en effet, connaît trop la volonté de fer, la ténacité des communistes russes, pour croire sincèrement que ses mensonges, que ses injures, et surtout que ses menaces exerceraient sur vous une pression bienfaisante et amèneraient le résultat qu'il prétend hypocritement poursuivre. Il est sûr que, pour les besoins de ses combinaisons politiques, ce misérable poursuit et espère autre chose.

Vous ne tomberez pas dans l'abominable piège qui vous est tendu.

Vous garderez votre sang-froid.

Vous ne vous laisserez pas provoquer davantage par l'attitude — infiniment honorable d'ailleurs — adoptée ici par certains accusés.

Ceux-là, nous en avons la certitude, souhaitent passionnément être frappés par un jugement impitoyable. Accablés, désemparés, ils n'aperçoivent plus d'autre issue à une situation désespérée. Ils rêvent romantiquement d'un martyre qui envelopperait leur doctrine d'un rayonnement mystique, qui, des cendres du vieux Parti, ferait surgir, nouveau phénix, un jeune Parti S. R., plus jeune et plus fort.

Ils aspirent au sacrifice.

Camarades, vous n'êtes pas des juges bourgeois, mais des juges révolutionnaires.

Vous n'êtes liés par rien, sinon par votre conscience révolutionnaire.

Vous ne visez pas d'autre but que le salut de la Révolution.

La Révolution n'exerce pas de représailles. Elle ne se venge pas. Elle ne croit pas à la valeur rédemptrice du châtiment. Quand elle utilise la peine de mort, peine exceptionnelle pour elle, c'est par nécessité.

Tribunal politique, vous ne punissez ni des hommes, ni des faits. Vous défendez la Révolution. Vous recherchez les conséquences politiques des actes commis par les accusés et vous prononcez la peine imposée pour la sauvegarde du régime.

Pour apprécier la gravité des crimes commis, pour mesurer la peine qui doit frapper le coupable, vous ne vous reportez donc pas au passé, à l'heure où le crime a été commis. Vous appréciez les conséquences politiques déterminées par le crime à l'époque où vous le jugez et les conséquences politiques entraînées par la condamnation à l'époque où vous la prononcez.

La question à laquelle vous devez répondre est celle-ci:

A l'heure où nous condamnons, dans quelle mesure

le crime commis contre la Révolution est-il un dan-

ger pour elle?

Depuis qu'il a été commis, ses conséquences dangereuses se sont-elles atténuées, vous devez condamner moins sévèrement.

Se sont-elles au contraire aggravées, vous devez condamner plus sévèrement.

La peine prononcée pour un même crime, suivant qu'il est réprimé en période paisible ou en période troublée doit varier immensément. Ceci est un principe de bon sens élémentaire, d'équité, toujours respecté par tous les codes pénaux.

Dans les procès des S. R., la question de la culpabilité ne se pose pas. La question de la nécessité de

la condamnation ne se pose pas davantage.

Le problème, pour vous, pour vos consciences révolutionnaires, est de savoir quelle peine vous devez prononcer.

Et pour le savoir, vous devez vous inspirer uniquement des circonstances que traverse actuellement la

République Soviétique.

La République est-elle en danger, l'ennemi met-il son existence en péril? Vous avez le devoir d'être impitovables.

Le Pouvoir révolutionnaire est-il consolidé, l'ennemi qui vous attaquait est-il déjà vaincu? Vous ne pouvez pas vous montrer aussi sévères.

La Révolution n'a pas institué la terreur à perpétuité.

Le Parti Socialiste Révolutionnaire est un Parti en décomposition. Ses éléments de droite ont rejoint Vandervelde et les cadets. Ses éléments de gauche, ses meilleurs éléments, travaillent depuis longtemps avec nous. Tous sont d'accord ici pour reconnaître la ruine, l'impuissance, la mort de ce Parti.

La solidité du régime soviétiste est reconnue par toutes les nations. Le sang ne coule plus aux frontières. La guerre civile est apaisée. La contre-révolution est brisée. La Révolution ne défend plus son existence, elle n'est plus même dans la fièvre qui suit immédiatement le combat. Elle cherche simplement à assurer la tranquillité de son œuvre.

J'en ai fini, camarades.

Devez-vous sauver la Révolution? Ecrasez l'ennemi qui menace son existence.

Devez-vous seulement la protéger? Mettez simplement l'adversaire hors d'état de nuire.

Telles sont les questions, les deux seules questions, que vous devez examiner et auxquelles vous devez répondre.

Vous savez être impitoyables quand il est nécessaire de l'être. Vous saurez montrer au monde que la Révolution prolétarienne — plus sage que les Révolutions bourgeoises — ne verse pas sans nécessité une seule goutte de sang.

La Révolution russe a donné à la classe ouvrière mondiale trop de preuves de sa vigueur pour craindre jamais d'être accusée de faiblesse.



ÉDITION DÉFINITIVE

## Histoire Socialiste de la Révolution Française

Édition revue par Albert MATHIEZ en 8 volumes in-octavo à 15 francs.

La Librairie de l'Humanité a voulu que cette nouvelle édition de l'œuvre maîtresse de Jean Jaurès fût une édition parfaite. Elle a confié le soin d'en revoir les épreuves à Albert Mathiez, Professeur d'Histoire moderne à l'Université de Dijon, c'est dire qu'on n'y trouvera pas les erreurs typographiques qui déparaient la première édition. Imprimés sur beau papier satiné avec des caractères neufs, abondamment illustrés, d'une présentation impeccable, les huit volumes de l'Histoire socialiste de la Révolution française, malgré leur prix relativement modique, peuvent soutenir la comparaison avec nombre d'éditions dites « de luxe ».

Le monument qu'a élevé Jaurès à la Révolution française restera. Les histoires antérieures étaient toutes politiques. La sienne a présenté pour la première fois le tableau économique et social de la grande crise qui est au berceau du monde moderne. OO La bourgeoisie avait tenté de faire croire que la Révolution française n'avait été qu'une révolution politique. Le prolétariat saura maintenant qu'elle fut une révolution de la propriété, une révolution sociale. Albert Mathiez.

EDITIONS DE LA LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

142, RUE MONTMARTRE, PARIS

EN COURS DE PUBLICATION

#### HISTOIRE

DES

### DOCTRINES SOCIALISTES

(LES IDÉES ET LES FAITS)

DOUZE VOLUMES IN-12 A 2 FRANCS



ETTE collection qui comprendra au moins 12 volumes in-12 à 2 francs, a été conçue dans le but de fournir tous ceux qui s'intéressent à la question sociale une docu-estation sûre et précise qu'on ne trouvait jusqu'ici que isséminée dans des volumes importants d'un prix inabortible, ces volumes seront signés par Paul Louis, A. Ker, Mathiez, A. Dunois, etc.

On pourra se procurer les 12 volumes de la 12 série, soit en les achetant au fur et à mesure de leur parution; soit en souscrivant au comptant aux 12 volumes pour le prix réduit de

#### 20 FRANCS LES 12 VOLUMES

LISTE DES 12 VOLUMES A PARAITRE EN 1922. — I. Histoire du Parti Socialiste. II. Histoire des Syndicats. III. Histoire des trois Internationales. IV. Babeuf. V. Saint-Simon et Saint-Simoniens. VI. Fourier et les Fouriéristes. VII. Louis Blanc, Vidal, Pecqueur, Cabet. VIII. Proudhon. IX. Karl Marx (l'Economiste). X. Karl Marx (l'Historien). VII. Karl Marx (l'Homme d'action). XII. Lassalle.

### BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

N. LÉNINE	L'Etat et la Révolution
1000	La Révolution prolétarienne.
	La Maladie infantile du Communisme
L. TROTSKY	Terrorisme et Communisme
	Nouvelle Etape
	Entre l'Impérialisme et la Révolution
E. VARGA	La dictature du prolétariat
Compto many	lu de la Conférence de l'Exécutif élargi de l'Inter- ale Communiste (Moscou, février-mars 1922).

#### PETITE BIBLIOTHÈQUE COMMUN

P. FROELICH La Terreur blanche en Allemagne	-
A. GLEBOV. — Les Syndicats russes et la Révolution (Préface de B. SOUVARINE) ,	0 50
Kollontai. — La Famille et l'Etat Communiste (épuisé)  L'Ouvrière et la Paysanne dans la République Soviétique	» 60
Kertjenzev Les Alliés et la Russie	3
N. Lénine. — Lettre aux ouvriers américains (épuisé)  — Les problèmes du pouvoir des Soviets . (épuisé)  — Les Bolcheviks et les paysans (épuisé)	1
L. TROTSKY Le Terrorisme (épnisé)	- 60
La Commune de Paris et la Russie des Soviets.  Le Communisme en France et l'Internationale.	1 25
C. Zetkin Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne	» 75
Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste (Intro- duction de B. Souvarine)	
Le programme du Parti Communiste Russe (épuisé)	
Le Monde capitaliste et l'Internationale Communiste (Manifeste du 2º Congrès)	